

Critique Communiste

revue mensuelle
de la

Ligue Communiste Révolutionnaire
(section française de la IV^e Internationale)

no 42

juin 85 / 14 fr.

Sommaire

Guerre au racisme !



**Une alliance travailleurs-patronat
pour sauver l'économie européenne ?**

Débat avec Jacques Mazier



**LA LUTTE DES TRAVAILLEURS-PAYSANS
CONTRE LE PRODUCTIVISME**

Dossier



Mineur de fond en Pologne

Document



Kafka, miroir de Khrouchtchev

Guerre au racisme !

Il y eut la marche des Beurs le 1^{er} décembre 1983. Puis, le 3 décembre 1984, celle de Convergence. Et maintenant, le 15 juin 1985, le rassemblement de SOS-Racisme : nouveau défi lancé à la banalisation du racisme, à la haine raciale distillée par Le Pen et consorts sous l'œil bienveillant de tous ceux qui ont intérêt à diviser...

Le message d'espoir semé par les beurs a fait germer peu à peu dans la jeunesse un réveil salutaire symbolisé aujourd'hui par les deux millions de petites mains de toutes les couleurs, arborées par ceux qui veulent, tous les jours et partout, dire qu'ils ne partagent pas l'horrible discours devenu, hélas, en quelques années courant et presque « normal » : dehors les immigrés qui volent le pain, le travail et menacent notre culture...

Le 15 juin est tout à la fois une nouvelle démonstration de la force du mouvement antiraciste, de son caractère permanent et durable, et l'affirmation de la richesse de notre société multiculturelle où des artistes d'origines diverses vont s'exprimer ensemble devant un public tout aussi multicolore et heureux de l'être.

Les forces de la réaction et de la xénophobie ne l'emporteront pas aussi longtemps que la jeunesse exprimera la force de son mouvement, réagissant à chaque crime raciste, revendiquant haut et fort la nécessité d'une société égalitaire où chacun des siens, quelle que soit sa couleur et son origine, puisse trouver sa place ; aussi longtemps que ce mouvement entraînera dans son sillage un nombre croissant de travailleurs.

La rapidité de la montée du racisme et l'amplification des scores de l'extrême droite ont largement démontré à quel point cette arme est toujours affûtée et peut, à chaque occasion favorable, servir, détruire, tuer en toute impunité. La droite bien pensante, qui se présente encore en héritière de la Résistance, n'a pas résisté longtemps au succès électoral du discours raciste et à l'ex-parachutiste borgne, nostalgique de l'ordre et du grand nettoyage. Elle a elle-même, quand elle était au pouvoir, soumis les immigrés à un statut spécial, depuis le boulot débilisant mais rentable pour le patronat jusqu'au carcan des lois spéciales : contre le droit d'association, contre le droit de vote, droit de travailler et de se taire, de loger dans des foyers casernes et d'être surveillé nuit et jour, à la ville et au travail.

Le Pen s'est contenté de tirer profit de cette situation de non-droit dans laquelle était confinée toute l'immigration pour désigner le coupable de tous les maux, chômage et insécurité, à la vindicte populaire, selon un schéma parfaitement classique et éprouvé de longue date.

Quant à la gauche, elle a réussi le tour de force de s'offrir peu après son arrivée au pouvoir la plus belle flambée de racisme jamais vue depuis l'avant-guerre. Elle porte là une lourde responsabilité : elle renonce d'abord à ses promesses comme l'octroi du droit de vote ; puis, loin de s'opposer frontalement aux premières campagnes racistes en 1983, elle se tait, prétendant qu'il vaut mieux ne pas gratter là où cela chatouille, quand elle ne fait assaut de déclarations anti-immigrés lors de la grève de Flins et de la campagne municipale à Marseille. Il est vrai que sa réputation antiraciste s'était déjà dégradée, pour l'une de ses composantes, par

l'usage devenu célèbre d'un certain bulldozer à Vitry. Sa politique au gouvernement va davantage « régler » le problème des clandestins que celui du racisme.

La gauche au pouvoir a nourri la base du racisme : l'idée que les immigrés sont différents (ils n'ont pas les mêmes droits), dangereux (les mesures de répression anticlandestins), responsables du chômage (licenciements massifs dans l'automobile accompagnés des déclarations douteuses de Mauroy sur l'islam intégriste), envahissants (mesures d'interdiction du regroupement familial).

Sans les beurs, partis un jour de la cité des Minguettes pour mettre tout le monde devant ses responsabilités, il n'est pas sûr que la gauche aurait finalement décidé qu'il fallait réagir contre le racisme et accorder par exemple la carte unique à la majorité des immigrés. Sans les milliers de petites mains fleurissant brusquement partout, il n'est pas sûr que Mitterrand se fût rappelé sa quatre-vingtième proposition concernant le droit de vote des immigrés aux élections locales.

Le mouvement des beurs et son élargissement à l'ensemble de la jeunesse au travers de SOS-Racisme a bousculé l'échiquier : les beurs n'étaient pas prévus au programme de la droite et de l'extrême droite ; la gauche traditionnelle ne les pas vus arriver. Elle négociait « de meilleures réponses » aux « vrais problèmes » posés par Le Pen. Elle s'accommodait bien d'un peu de racisme et de division parmi les travailleurs pour régler le problème de Talbot et préconisait l'aide au retour pour sauvegarder un semblant d'humanisme face à la haine liquidatrice du Front national.

Les beurs ne l'ont pas entendu de cette oreille : pour eux, partir n'a aucun sens. Ils sont nés ici, conséquence imprévue d'une immigration massive des années soixante qui arrangeait tant les profits patronaux dans la période d'expansion. Les beurs sont ici chez eux, ou plutôt ils voudraient bien l'être, et ne pas se faire tirer comme des lapins à cause de la consonnance de leur nom ou de la couleur de leur peau.

Alors, les beurs, que tous considéraient comme des petits rôdeurs, casseurs de banlieue, sont tranquillement descendus dans la rue et ils ont fait mille kilomètres, rassemblé cent mille personnes pour démontrer qu'on ne leur passerait pas sur le corps. Le reste de la jeunesse a suivi : Touche pas à mon pote ! Fini d'un coup, l'immigration « extérieure », étrangère, passagère, qui parle mal le français. Dans la jeunesse, le mélange s'est déjà opéré et les racistes se sont trompés d'histoire et d'époque. Les jeunes sont nés ensemble, ils ont grandi ensemble, ont partagé les mêmes bahuts et les mêmes bandes, les mêmes jeux et les mêmes problèmes face au chômage et à l'avenir.

C'est cette force qui s'est exprimée au travers des deux millions de badges vendus et cette force-là n'est pas facile à détruire. Construire sur cette base un vaste mouvement permanent capable de riposter à chaque déclaration, agression ou assassinat raciste, à chaque mesure anti-immigré ; construire un mouvement porteur de la revendication d'égalité des droits, symbole concret de la volonté de rompre avec des décennies d'apartheid déguisé dans notre société, tel est l'enjeu actuel.

Toutes les organisations qui se réclament du combat des travailleurs, de la démocratie et des libertés doivent prendre leurs responsabilités face à ce tournant de la situation. A commencer par la gauche au gouvernement pour qui la meilleure manière de démontrer dans quel camp elle se situe est de prendre des mesures claires en faveur de l'égalité, de tenir ses promesses sur le droit de vote le plus rapidement possible, de renoncer à sa politique de répression, de rétablir le droit au regroupement familial, d'affirmer le droit au séjour pour tous et toutes.

Il est temps de répondre aux immenses potentialités qui se développent un peu plus de mois en mois, de s'engager dans la construction d'un front uni contre le racisme rassemblant le plus largement possible toutes les forces, courants, militants et individus qui sont prêts aujourd'hui à faire la guerre au racisme, à ne pas laisser le moindre répit à Le Pen et à ses sbires de tous bords, à bloquer la montée dangereuse de l'idéologie xénophobe, à renvoyer aux oubliettes de l'histoire les nostalgiques de la solution finale.

Une alliance travailleurs-patronat pour sauver l'économie européenne ?

Debat avec Jacques Mazier, économiste socialiste

JACQUES MAZIER, professeur d'économie à l'université de Paris XIII, collabore régulièrement à la revue *Enjeu*, proche du CERES. Il vient de publier *Quand les crises durent* (éd. Economica), un ouvrage qui offre un tableau très complet des recherches effectuées dans l'administration et à l'université autour des analyses de « l'école de la régulation ».

Les perspectives de moyen terme qui concluent ce livre participent de l'effort de réflexion mené par le CERES pour reformuler un projet politique et social pour la période à venir. Elles diffèrent certes beaucoup de celles défendues par *Critique communiste*. Le débat n'en a été que plus animé.

Les « deux bouquins » auxquels il est fait référence au début de cet entretien sont ceux de Jacques Mazier, déjà mentionnés, et *les Lendemains de la crise*, par Christian Barso, éditions La Brèche.

* *Critique communiste* : Parlons d'abord du bilan de la politique économique du gouvernement de gauche. Tu as critiqué vigoureusement le nouveau cours systématisé en mars 1983 sous le nom de « politique de rigueur », qui consistait en fait à abandonner les objectifs prioritaires affichés initialement (emploi, reconquête du marché intérieur, relance) au nom des « grands équilibres ». Dans nos deux bouquins on peut noter une convergence : nous refusons le discours fataliste sur les prétendues lois économiques, et voulons montrer comment derrière le discours pseudo-scientifique du libéralisme se cachent des choix politiques plus ou moins avoués.

Mais quant à nous, il nous semble que ces choix néo-libéraux découlent inévitablement du refus initial d'envisager des mesures qui pourraient heurter les intérêts de la bourgeoisie. Dans la crise profonde que traverse le capita-

lisme (et sur laquelle là aussi nous portons des analyses assez similaires), il apparaît qu'aucun espace n'existe en France pour une gestion « de gauche » de la crise, qui aiderait le capital à surmonter ses contradictions sans attaque frontale avec les travailleurs. L'échec de la timide politique de relance et les gigantesques pressions qu'elle a déclenchées de la part des milieux d'affaires français et internationaux, puis l'offensive patronale actuelle, confirment ce point de vue. Comment, à l'intérieur des limites très étroites que le gouvernement Mauroy s'était fixé, aurait-il pu tenir ses objectifs initiaux de reconquête du marché intérieur et de lutte contre le chômage ?

* *Jacques Mazier* : D'abord, je voudrais rappeler un simple point de fait : la politique de relance par la consommation n'a eu qu'une ampleur très limitée, et ce n'est pas elle qui explique principalement l'énorme déficit du commerce extérieur en 1982. On ne dit pas assez souvent que sur les plus de 90 milliards de francs de déficit, moins de 20 milliards étaient dus à l'augmentation des importations consécutives à la hausse du pouvoir d'achat des smicards et des prestations sociales. Le reste était dû, d'une part, au déficit préexistant en 1981 (près de 50 milliards), d'autre part, à l'aggravation de la crise dans les pays qui sont nos principaux clients et à la hausse du dollar, évolutions que bien peu d'économistes prévoyaient au début de 1981.

Mais en plus de ces difficultés objectives, le gouvernement a commis deux erreurs de politique économique qui auraient très bien pu être évitées, même par un gouvernement social-démocrate très modéré comme le montre l'exemple de la Suède. D'abord il a refusé de dévaluer fortement le franc dès juin 1981, pour se voir ensuite contraint à trois dévaluations en dix-huit mois, très coûteuses politiquement et peu

Un bilan
positive des années

L'idée de départ s'était faite au
niveau européen et a été reprise
dans les milieux de la recherche
travaux de notre laboratoire
la période Giscard-Barelli de déclin
dans la conjonction avec la crise
et une croissance plus forte dans les
et comment à l'inter-contrôle le chô-

Les perspectives de moyen terme
qui concluent ce livre participent
de l'effort de réflexion mené par
le CERES pour reformuler un projet
politique et social pour la période
à venir. Elles diffèrent certes
beaucoup de celles défendues par
Critique communiste. Le débat
n'en a été que plus animé.

Mais quant à nous, il nous semble
que ces choix néo-libéraux découlent
inévitablement du refus initial
d'envisager des mesures qui
pourraient heurter les intérêts
de la bourgeoisie. Dans la
crise profonde que traverse le

efficaces économiquement car trop tardives. Ensuite il a mené une politique de taux d'intérêts très élevés (alignés sur les taux américains) pour éviter une fuite de capitaux : il a refusé de déconnecter les taux d'intérêts internes de ceux proposés aux investisseurs internationaux, ce qui aurait permis d'offrir des prêts à des taux raisonnables aux entreprises françaises et les aurait aidées à investir.

On a, à l'inverse, assisté à une chute de l'investissement productif et à une véritable course à la spéculation financière. Le PC a raison sur ce point : beaucoup d'entreprises préfèrent aujourd'hui réaliser des opérations financières plutôt que prendre un risque industriel. Alors oui, il y a eu ces deux erreurs qui ont encore réduit les marges de manœuvre.

Un bilan quatre ans après

L'idée de départ, c'était grâce aux nationalisations et à une politique industrielle très forte, de reboucher les trous de notre tissu industriel hérités de la période Giscard-Barre ; de desserrer ainsi la contrainte extérieure pour obtenir une croissance plus forte sans déficit et commencer à lutter contre le chômage.

Les nationalisations ont été faites aussi vite qu'il était possible, mais on n'avait pas assez réfléchi à leur utilisation. Leur bilan aujourd'hui n'est pas du tout négatif : si l'investissement industriel a progressé de près de 10 % en volume en 1984 c'est pour près des deux tiers grâce aux investissements du secteur nationalisé. Sans cette nationalisation qui a permis l'apport de nouvelles ressources, ces entreprises seraient maintenant dans une situation absolument catastrophique. Par rapport à la logique spontanée de l'investissement capitaliste, il y a eu une nette inflexion. Mais on peut voir plusieurs limites importantes à ce bilan : d'abord la cohérence des politiques industrielles menées aujourd'hui par les nationalisées est très problématique, il n'y a aucune stratégie d'ensemble. Ensuite leur politique d'investissements internationaux, de redéploiement, n'est pas très nette non plus, Renault aux USA en est un exemple. Et puis les droits des travailleurs n'ont pas vraiment fait de bond en avant spectaculaire.

Malgré tout, le bilan global, je le répète, est loin d'être négatif. Ce qui a manqué c'est une volonté industrielle plus forte, du type de celle que Chevènement avait en tête à l'été 1982, et qui

représentait certainement une torsion importante et positive par rapport à la logique naturelle, à la pente spontanée du système.

Sur le deuxième pilier de la politique économique qui était proposée, la reconquête du marché intérieur, alors, là, quasiment rien n'a été fait. Le peu qui a été tenté provenait d'administrations qui se marchaient sur les pieds, avec des rivalités incroyables... Par exemple un bureau a été créé au ministère de l'Economie pour surveiller les « bouffées d'importations » dans les secteurs très fins, où l'on observait une pénétration brutale et peu justifiable des concurrents étrangers. C'était une bonne idée... sauf que rien n'était ensuite fait, en particulier au ministère de l'Industrie, pour inciter des entreprises à répondre à cette demande intérieure et mettre en place les productions nécessaires.

Au ministère du Commerce extérieur a aussi été créée une « délégation » chargée un peu des mêmes tâches, avec aussi peu de moyens et dans une situation absurde de concurrence avec la première structure. Bref, rien de sérieux n'a pu être mis en place dans un domaine aussi stratégique. L'échec des tentatives de « musculation » de l'appareil productif national, de cette espèce de « politique de l'offre » au sens volontariste du terme, a été total.

*** Critique communiste :** Prenons un exemple précis, celui de la filière électronique, où la volonté politique affichée avait été suivie de la mise en place effective d'un plan d'action pour la reconquête du marché intérieur, avec des financements massifs programmés sur cinq ans pour permettre aux entreprises du secteur de reconstituer des capacités de production de matériels et de composants électroniques : ce projet était dès le départ en porte à faux avec la volonté clairement énoncée de respecter la libre concurrence et la division internationale du travail. Car ce « plan d'action » visait à introduire une distorsion importante dans cette division internationale du travail, en faisant fabriquer en France pour des raisons politiques et stratégiques des matériels à des coûts certainement plus élevés que ceux du marché mondial. Il semble logique que dès 1984 ce plan ait été sabordé à l'occasion de restrictions budgétaires. Les difficultés administratives que tu signalais nous semblent relativement secondaires par rapport au choix politique du libre échange.

*** Jacques Mazier :** L'élaboration du « plan filière électronique » a effectivement été un bon exemple de planifica-

tion industrielle, une étude de marché assez approfondie des investissements à réaliser pour mettre en place les capacités de production désirées. Cela représentait certainement une inflexion importante par rapport au jeu spontané des forces du marché, oui, et impliquait un coût financier élevé. Mais ce n'était pas une rupture radicale ! Cela ne me semble vraiment pas bouleversant, et d'ailleurs l'industrie française des circuits intégrés a pu bien répondre à la croissance du marché mondial en 1983-1984 grâce à ces investissements.

Il aurait fallu multiplier les plans de ce genre dans plusieurs secteurs décisifs, par exemple l'automobile où dès 1981 pas mal d'économistes disaient que ça sentait le roussi. Mais la gauche n'avait pas les instruments d'une véritable politique industrielle, le ministère de l'Industrie et celui du Plan ne pèsent pas lourd face au Budget ou aux Finances. Au Japon, au contraire, le MITI (ministère de l'Industrie et de la Technologie) est capable de mener des études très précises sur les marchés existants et prévisibles, les producteurs qui vont pouvoir s'y placer. Puis a lieu une concertation très étroite avec le patronat pour tirer les conséquences de ces travaux et monter des opérations industrielles cohérentes.

*** Critique communiste :** N'était-il pas très clair dès juin 1981 que le gouvernement n'entendait pas rompre avec le rôle traditionnel du Plan en France sous la V^e République, une sorte d'étude de marché au niveau national et — surtout depuis dix ans — un simple lieu de rencontres et de concertation sociale sans aucun pouvoir effectif ?

La nomination de Rocard au Plan symbolisait bien ce refus d'envisager une planification réelle, démocratiquement décidée après un large débat public, qui aurait effectivement réorienté les ressources disponibles, en particulier celles de l'Etat et du secteur nationalisé, en fonction de besoins sociaux prioritaires et d'objectifs politiques clairs. Les raisons techniques que tu évoques nous semblent évacuer les responsabilités politiques assumées dès le début par le gouvernement de gauche.

*** Jacques Mazier :** Il est vrai que beaucoup de choses étaient implicitement tranchées dès le départ. Tu as cité Rocard au Plan. Mais Delors aux Finances, c'était sans doute encore plus significatif. La politique menée dès le début était trop timide, ce qui reflète les contradictions du gouvernement : n'oublions pas que les dirigeants socialistes eux-mêmes étaient très divisés sur ces questions. Pendant un an, quand même, de réelles possibilités existaient pour

mettre en place ces changements structurels, y compris la Banque nationale d'investissements qui était encore débattue dans le PS.

Mais Delors et les partisans de l'orthodoxie libérale (teintée d'un traitement social de ses conséquences) ont su utiliser l'énorme pression des contraintes de court terme, inflation et déficit extérieur, pour s'opposer à ça : dès l'hiver 1982-1983 la politique industrielle était revenue à un profil très bas. Mais je veux insister sur le fait que rien n'était joué définitivement au départ. Il ne s'agit pas d'une incapacité congénitale de tout gouvernement social-démocrate...

* **Critique communiste** : Cette timidité existait déjà dans le Projet socialiste lui-même : certes on y parlait d'une Banque nationale d'investissement mais rien n'était dit sur la nécessité de la connaissance publique des patrimoines et des richesses existantes, sur la levée du secret de la propriété des moyens de production... La nationalisation quasi intégrale du crédit a donné des moyens techniques fantastiques pour orienter les investissements et la production. Le *Journal des finances* écrivait en juillet 1981 que même Lénine n'avait pas en 1918 une telle concentration des moyens entre ses mains pour socialiser l'économie ! Alors quelle a été l'utilisation faite de cette nationalisation du crédit ? Quel bilan en tirer ?

Nul !

* **Jacques Mazier** : Le bilan n'est pas compliqué, il est nul. Vu ce qui en a été fait, la nationalisation des banques est difficile à défendre. Et pourtant il aurait été possible d'en faire quelque chose, de leur donner des critères de jugement, de financement des besoins des entreprises, différents des seuls critères traditionnels de « rentabilité-sécurité-solvabilité ». Cela aurait constitué un moyen privilégié pour mener une politique industrielle décentralisée, car ceux qui connaissent le mieux le tissu industriel local, ce sont sans doute les banquiers. On aurait parfaitement pu imaginer que les banques prennent en compte des objectifs de politique industrielle, de création d'emplois, d'utilité sociale des productions, sans que cela se traduise par un bouleversement fondamental de leur fonctionnement. Pour ne pas mettre en péril leur compte d'exploitation, l'Etat aurait pris en charge le surcoût lié à ces nouvelles missions.

* **Critique communiste** : Tu dis qu'on pourrait envisager que les banques modifient leurs critères d'évaluation et

de gestion. Les banques peut-être, mais les banquiers ? Les banques françaises comptent parmi les plus puissantes du monde. Leurs dirigeants (nationalisés ou non...) font partie intégrante de ce qu'on appelle les « milieux financiers internationaux », une caste extrêmement fermée et solidaire, où les relations entre institutions sont très liées aux réseaux de connaissance et de confiance tissés depuis des décennies... Comment peux-tu imaginer que ces gens-là vont reconnaître que leurs critères sont un peu étriqués, et accepter de s'orienter vers d'autres objectifs sociaux ou politiques plus conformes à l'intérêt des travailleurs ?

Et s'ils ne l'acceptent pas — ce qui semble évident — et qu'un gouvernement de gauche tente de les mettre à la raison, comment éviter une panique majeure au niveau du système financier international, et finalement une rupture ?

* **Jacques Mazier** : Evidemment, il n'est pas possible de leur faire accepter des projets complètement aberrants par rapport à leurs habitudes, ils ne pourraient pas l'accepter. Mais pour des opérations ponctuelles du type « reconquête du marché intérieur », sur certains produits spécifiques, compte tenu de la demande et de l'offre prévisibles, le travail des banques aurait pu être irremplaçable pour évaluer localement les projets industriels, surtout des PME, qu'un ministère parisien ne peut ni connaître ni juger. Idem pour financer des programmes de formation du personnel liés à des changements technologiques. Le coût en aurait été faible puisque l'Etat aurait financé une partie de ces actions, mais une volonté politique plus forte était nécessaire à l'égard des dirigeants des banques. Cela n'aurait pas été la révolution dans le système bancaire, simplement son adaptation à de nouvelles tâches devenues nécessaires aujourd'hui.

* **Critique communiste** : Selon toi, ces réformes (politique industrielle systématique, gestion plus offensive du niveau du franc, utilisation des banques, etc.) étaient tout à fait digérables par le système. Tu expliques l'échec de ces réformes structurelles par le manque de volonté politique du gouvernement et la pression des contraintes du court terme.

Mais ne te semble-t-il pas qu'aussi modestes soient-elles, ces réformes se heurtaient aux mécanismes « spontanés » du capitalisme, à la volonté de la classe dirigeante de profiter de la crise pour restructurer son système productif aux dépens des travailleurs ? Ce fameux manque de volonté politique n'est-il pas

tout simplement l'impérialisme du gouvernement de gauche qui ne cherche pas à appuyer sur la mobilisation populaire et fait même tout pour l'empêcher ?

* **Jacques Mazier** : Il faut se souvenir que la victoire de mai 1981 a été une surprise totale : six mois avant, personne n'y croyait. La mobilisation sociale était inexistante, les salaires étaient soumis à la menace du chômage et aux difficultés quotidiennes qui ont effrité beaucoup la combativité. Il n'y avait guère de moyens de faire pression sur ces couches dirigeantes, d'obliger administrativement ou politiquement l'économie à changer. Dans un domaine où le gouvernement avait eu principe les moyens de s'affirmer, d'imposer sa volonté politique, je veux dire la finance administrative, c'est fascinant de voir à quel point il n'en a rien fait. Devant les discours hétéroclites des dirigeants du Trésor, du Budget et de la Banque de France par exemple, le gouvernement s'est couché.

En plus de cette impréparation et de cette surprise, les dirigeants du PS étaient très divisés. Certains responsables économiques ne pensaient plus, dès 1980, qu'on puisse faire autre chose que l'ort.

* **Critique communiste** : La relative impuissance du CERS à peser sur ces choix nous semble provenir de la nature même de sa démarche : chercher à influer « à la marge », de l'intérieur même du gouvernement, par des propositions « réalistes » et techniquement irréprochables, au lieu de chercher à passer réellement sur les rapports de forces en réclamant l'essor et l'emploi d'un mouvement de masse des travailleurs. Notre propre démarche se termine par « mener une campagne » du gouvernement au service des travailleurs devant prendre effet dans ce sens : une loi sur les treize-cinq heures tout de suite, par exemple, déclencherait évidemment des réactions patronales fort vives, mais serait aussi un point d'appui très fort pour une mobilisation des travailleurs.

Quand le gouvernement a déclaré la semaine de trente-neuf heures au début 1982, et que le patronat a cherché à en profiter pour récupérer toute une série d'achats ou de réductions établies dans les entreprises, les travailleurs ont vigoureusement réagi. Mais la conclusion qu'en ont tiré le PS et le gouvernement, c'est de fait l'abandon de la réduction généralisée du temps de travail, car trop explosive socialement. La gauche du PS

tout simplement l'impuissance d'un gouvernement de gauche qui ne cherche pas à s'appuyer sur la mobilisation populaire et fait même tout pour l'empêcher ?

*** Jacques Mazier :** Il faut se souvenir que la victoire de mai 1981 a été une surprise totale ; six mois avant, personne n'y croyait. La mobilisation sociale était inexistante, les salariés étaient soumis à la montée du chômage et aux difficultés quotidiennes qui ont affaibli beaucoup la combativité. Il n'y avait guère de moyens de faire pression sur ces couches dirigeantes, Haute administration ou patronat, qui fonctionnent sur des schémas assez opposés à tout changement. Dans un domaine où le gouvernement avait en principe les moyens de s'affirmer, d'imposer sa volonté politique, je veux dire la Haute administration, c'est fascinant de voir à quel point il n'en a rien fait. Devant les discours libéraux des directions du Trésor, du Budget et de la Banque de France par exemple, le gouvernement s'est couché.

En plus de cette impréparation et de cette surprise, les dirigeants du PS étaient très divisés. Certains responsables économiques ne pensaient plus, dès 1982, qu'on puisse faire autre chose que Barre.

*** Critique communiste :** La relative impuissance du CERES à peser sur ces choix nous semble provenir de la nature même de sa démarche : chercher à influencer « à la marge », de l'intérieur même du gouvernement, par des propositions très « réalistes » et techniquement irréprochables, au lieu de chercher à peser réellement sur les rapports de forces en recherchant l'essor et l'appui d'un mouvement de masse des travailleurs. Notre propre démarche en termes de « mesures d'urgence » qu'un gouvernement au service des travailleurs devrait prendre allait dans ce sens : une loi sur les trente-cinq heures tout de suite, par exemple, déclencherait évidemment des réactions patronales fort vives, mais serait aussi un point d'appui très fort pour une mobilisation des travailleurs.

Quand le gouvernement a décrété la semaine de trente-neuf heures au début 1982, et que le patronat a cherché à en profiter pour récupérer toute une série d'acquis ou de traditions établies dans les entreprises, les travailleurs ont vigoureusement réagi. Mais la conclusion qu'en ont tiré le PS et le gouvernement, c'est de fait l'abandon de la réduction généralisée du temps de travail, car trop explosive socialement. La gauche du PS

n'a jamais critiqué cet abandon, bien au contraire.

Une rupture ni possible ni souhaitable

*** Jacques Mazier :** On touche vraiment là le problème de ce qu'on entend par rupture avec le capitalisme. C'est le point qui me rend très sceptique dans votre bouquin, la dernière partie sur « remettre l'économie sur ses pieds ». Autant les autres parties me semblent bien mettre les choses à leur place, autant celle-ci me laisse songeur...

Pour dire les choses un peu brutalement, je crois qu'il ne faut pas casser l'appareil. Il faut une rupture au sein du capitalisme, la modification de certains mécanismes qui bloquent actuellement le système, une rupture par rapport au mode de régulation en crise depuis le début des années soixante-dix et par rapport aux réponses spontanées qu'est tenté d'apporter le capitalisme. L'avenir des économies européennes, si on laisse jouer ces réponses, est extrêmement inquiétant : la montée du chômage, l'accentuation du dualisme, la désarticulation de la protection sociale, une marginalisation progressive dans l'économie mondiale, une vassalisation par rapport au couple Etats-Unis/Japon.

Ces tendances sont beaucoup plus évidentes en 1985 qu'elles ne pouvaient l'être en 1981, ce qui donne plus de force à un projet visant à rassembler un maximum de forces et de couches sociales pour s'y opposer. Mais une rupture brutale avec le capitalisme lui-même risquerait d'avoir des conséquences imprévisibles, étant donné l'extraordinaire fragilité et complexité de la machine. On l'a vu au Portugal et au Chili : aboutir à des situations économiques absolument ingérables provoque des conséquences politiques désastreuses.

Comment alors s'appuyer sur les conflits sociaux, tout en préservant le cadre capitaliste et en prenant les entreprises comme elles sont ? Parce qu'ils sont un moyen de pression très puissant et se trouvent les plus directement menacés par les tendances à l'œuvre aujourd'hui, les salariés constituent bien sûr une base d'appui essentielle. Mais il ne faut pas leur donner d'illusions ; tout n'est pas possible. Ce qu'il faut, c'est trouver un nouveau compromis social entre salariés et entreprises.

Mais durant ces quatre dernières années, on a vu au contraire un mouvement social extraordinairement éteint, un affaiblissement tout à fait important des syndicats. Les gens ont

besoin de perspectives pour se mobiliser. Ils ne croient pas à la grande rupture. Ils ne croient pas que l'on doive tordre le cou au patronat. Ils sentent cependant que le vent dominant risque de les balayer. Ils sentent que les acquis des sociétés européennes, leur niveau de vie, leur protection sociale, leurs conditions de travail, que tout cela est de plus en plus menacé.

Nos sociétés européennes sont plus solidaires, moins inégales, moins dures que les Etats-Unis ou le Japon, et c'est cela qui est menacé. L'enjeu est de recréer une perspective de moyen terme, d'arrêter la dégradation de la situation et le défaitisme. Les salariés ne sont pas les seuls à y avoir intérêt : beaucoup d'entreprises européennes risquent de ne pas survivre à la nouvelle donne internationale. Il y a une convergence objective d'intérêts entre toute une série d'entreprises, les Etats-nations européens, et les salariés.

*** Critique communiste :** On peut considérer en effet que les tendances à l'œuvre aujourd'hui mènent à une marginalisation du capital européen sur le marché mondial, et à une dégradation brutale des conditions de vie et de travail des salariés européens. Les travailleurs ont certainement beaucoup à perdre dans la direction prise. Mais quels patrons, quelles fractions de la bourgeoisie française ou européenne cherchent à s'opposer à cette restructuration internationale ? Le patronat français mène au contraire massivement et systématiquement une politique d'internationalisation depuis vingt-cinq ans. Quel secteur patronal aurait intérêt ou rechercherait aujourd'hui un cours plus national, plus européen-centré, chercherait à rapatrier ses capitaux, à privilégier l'investissement en Europe ?

Il est quand même paradoxal de lire dans le *Monde* Jean Riboud prôner une relance européenne et une plus grande souplesse dans la gestion du franc, alors qu'il est PDG de Schlumberger..., une multinationale américaine pas vraiment européen-centrée...

*** Jacques Mazier :** Il y a aujourd'hui des fractions, y compris de la bourgeoisie la plus moderniste, qui se rendent compte que l'on va au-devant de difficultés importantes. L'industrie électro-domestique allemande a été rachetée soit par Philips, soit par Thomson. La machine-outil ou l'électronique grand public en RFA sont également très menacées aujourd'hui, alors qu'il y a dix ou quinze ans leurs positions étaient très solides. La stratégie dominante à l'heure actuelle (la recherche

systématique par chaque pays européen de la flexibilité maximum, et le blocage de la croissance) est complètement aberrante. Plus on va licencier ou précariser en France, plus on grignotera 1 ou 2 % sur les concurrents italiens ou allemands, mais sûrement pas sur les Coréens ou les Japonais qui s'appuient sur des systèmes sociaux profondément différents ! On s'enfonce dans un cercle vicieux dont les effets commencent à être clairement perçus.

Alors il faut utiliser les mouvements qu'on peut voir un peu partout en Europe, par exemple la mobilisation des syndicats allemands pour les trente-cinq heures (même si je pense que les trente-cinq heures ne sont pas une réponse appropriée) ou le mouvement de grève récent au Danemark. Même sur la question de la défense européenne, par exemple, devant le projet Reagan de la « guerre des étoiles », Thatcher et Kohl ont pris conscience qu'il y avait une réalité européenne qu'il fallait essayer de maîtriser. Des phénomènes encore diffus de prise de conscience sont à l'œuvre, qu'il faut essayer de synchroniser et d'orchestrer pour construire l'Europe. Surtout l'Europe industrielle, pas l'Europe institutionnelle qui est un borbier épouvantable où l'on perd un temps fou.

*** Critique communiste :** Mais Olivetti s'allie avec ATT, British Leyland avec Honda, Renault s'en va aux USA...

*** Jacques Mazier :** Bien sûr, ces difficultés existent et correspondent à une stratégie très logique de la part des multinationales européennes. Mais il y a aussi Airbus et le programme européen de recherche « Esprit ». La seule manière de peser effectivement sur ces décisions c'est de constituer un mouvement politique majoritaire, une prise de conscience qui ne peut être que progressive de la nécessité d'une issue qui serait tout à fait capitaliste, certes, mais qui préserverait ce qui fait l'acquis essentiel des pays européens.

*** Critique communiste :** Mais les travailleurs des PME à statut précaire, les chômeurs en voie de marginalisation, les salariés aux fins de mois difficiles, peux-tu espérer les mobiliser sur un projet politique sans apporter des réponses concrètes à leur situation ? Et dans ce cas, si tu refuses la précarisation et la flexibilité des statuts et des horaires, ou si tu préconises l'unification des statuts ouvriers, quels patrons vont soutenir ton projet ? Bref, dans la crise actuelle où les marges de manœuvre du patronat dans la concurrence mondiale sont si faibles, quelles contreparties

concrètes le patronat pourrait-il offrir aux travailleurs pour que ces derniers acceptent les sacrifices inévitablement exigés ?

Un compromis nécessaire

*** Jacques Mazier :** Il s'agit de faire bien comprendre que les nouveaux compromis à l'ordre du jour sont transitoires, qu'ils doivent permettre de freiner un processus de dégradation et d'embrayer sur autre chose. Dans la récente négociation sur la flexibilité de décembre 1984, le CNPF a fait une énorme erreur en laissant entendre qu'il visait quasiment le démantèlement du Code du travail, qu'il s'agissait d'une attaque frontale. Sur ce terrain-là, on n'ira pas loin.

Par contre, sur la question de la gestion des sureffectifs, il y a eu en Italie ou en Suède des initiatives de reconversion des travailleurs touchés beaucoup plus astucieuses que ce qu'on a pu faire en France. Sur la question du pouvoir d'achat, il y a un terrain de compromis tout à fait négociable : dans le cadre d'une politique de change plus offensive, par exemple une dévaluation qui permettrait de redonner un peu d'avenir à nos entreprises pour pouvoir investir et moderniser ; il faudrait alors à court terme une politique très stricte sur les revenus pour éviter tout dérapage inflationniste, et donc par exemple faire accepter que la hausse des prix due à la dévaluation ne soit pas répercutée sur les salaires. A condition de poser la négociation ainsi, en termes globaux et clairs, les salariés pourraient bien accepter une baisse de salaire réel de quelques pour cent, provisoire et bien utilisée.

*** Critique communiste :** Dans ce que tu proposes, on voit bien où se situent les concessions pour les travailleurs, mais pas celles des patrons... Pour ne prendre même que l'idée d'un système national de formation assurant la qualification et la reconversion des ouvriers licenciés, financé par les entreprises, le patronat accepterait très difficilement d'en laisser la contrôle aux organisations syndicales. Quant au contrôle des investissements, n'en parlons pas. Mais pourquoi le patronat ferait-il des sacrifices au nom de la lutte contre le déclin européen quand sa fraction dominante pratique de plus en plus la délocalisation des productions, l'exportation des capitaux vers les zones les plus profitables ? A la limite, le déclin de l'Europe, quelle importance pour les patrons des multinationales européennes, quand leur logique est immédiatement mondialisée ?

* **Jacques Mazier** : Il faut distinguer deux choses : d'abord les PME, souvent pas très progressistes, mais qui objectivement ont le plus intérêt à des politiques style « reconquête du marché intérieur » leur permettant de retrouver des débouchés et des financements bancaires privilégiés, alors qu'elles sont largement laissées à l'abandon aujourd'hui. Elles auraient également tout à fait intérêt à une réforme des cotisations sociales, qui soulagerait les industries de main-d'œuvre.

Et puis, il y a la fraction dominante du patronat, dont une partie peut fort bien reconnaître que son intérêt bien compris est dans un recentrage vers l'Europe. Les perspectives de la reprise internationale apparaissent de plus en plus précaires. La voie libérale en Europe, c'est la voie d'une désarticulation économique et sociale dont les conséquences seraient désastreuses pour tout le monde.

* **Critique communiste** : Tu as expliqué la perspective de moyen terme qui te paraît souhaitable. Traditionnellement, le projet à long terme des socialistes, surtout du CERES, se référait à l'idée d'une économie socialisée, autogérée, démocratiquement planifiée. Cette référence reste-t-elle d'actualité, à ton avis, ou te semble-t-elle ringarde ?

* **Jacques Mazier** : L'idée d'une économie planifiée centralement est largement discréditée par l'expérience des

pays de l'Est. Il semble qu'on ne puisse guère se passer de la régulation par les mécanismes du marché, corrigée par une forte politique économique. Le profit est un bon indicateur technique d'efficacité : c'est à l'Etat de fixer les paramètres qui dépendent de lui, taux d'intérêt, tarification publique, taxes et impôts, etc., afin de faire coïncider la recherche du profit privé avec les objectifs généraux de développement économique. Je ne crois pas qu'il soit souhaitable d'avoir un ministère du Plan qui supervise l'ensemble des secteurs, c'est trop difficile à gérer. Mieux vaudrait laisser chaque ministère technique (industrie, agriculture, énergie...) s'occuper de la planification de l'intervention publique à moyen terme. Mais la cohérence globale devrait être assurée par un organisme léger du type commissariat au Plan rattaché au Premier ministre qui seul peut réaliser les arbitrages nécessaires. Quant à l'abolition de la propriété privée des moyens de production, l'expérience des nationalisations (en particulier dans de nombreux pays étrangers) montre qu'elle ne garantit absolument pas un fonctionnement plus rationnel. Par contre, modifier la répartition des patrimoines par un contrôle très accru des modes de transmission des richesses, réformer le droit à l'héritage, voilà qui paraît beaucoup plus efficace.

* **Critique communiste** : La nature de la classe au pouvoir semble absente de

tes préoccupations, que ce soit dans le projet de moyen terme dont tu nous as parlé tout à l'heure, ou dans la perspective plus lointaine que tu évoques maintenant.

* **Jacques Mazier** : A moyen terme, il me semble tout à fait irréaliste de penser à un renversement de la classe dominante, cette couche supérieure de dirigeants dont on parlait. L'enjeu est de négocier un partage du pouvoir plus équitable afin d'obtenir une mobilisation des forces sociales intéressées par le refus du déclin européen. Il y a aujourd'hui une base objective à une certaine forme de coexistence entre classes, pour imprimer des modifications à la logique spontanée du système qui nous mène vers le trou. Car les libéraux actuellement dominants conduisent les économies européennes vers le trou. C'est extrêmement inquiétant. Seuls une minorité d'entreprises et leurs salariés pourront tirer leur épingle du jeu. Il faut construire un mouvement politique large qui conduise le courant libéral à la marginalisation.

Pour le long terme, un projet de renversement du pouvoir d'une classe, même si c'est sans doute nécessaire, peut-il suffire à fonder une stratégie ? Et est-ce très opportun d'y insister, s'il s'agit d'abord de passer de nouveaux compromis pour les années à venir ?

♦ *Titre et intertitres sont de la rédaction.*

librairie diffusion

LA BRECHE



9 rue de Tunis
75011 Paris

Tél: 367 63 57
LA BRECHE

Heures d'ouverture

lundi : de 14h à 20h

de mardi à samedi : de 12h à 20h

La lutte des travailleurs-paysans contre le productivisme

DÉMISSIONNAIRE pour des raisons qui n'ont pas grand chose à voir avec l'agriculture, le ministre Rocard avait depuis deux ans attaché son nom à une politique agricole directement inspirée de celle de la droite : un face à face exclusif avec l'organisation corporative paysanne, la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) et ses filiales. Cette organisation qui prétend défendre tous les paysans travaille en fait pour les mieux dotés et gère depuis plus de trente ans l'élimination des agriculteurs non « rentables » — le niveau de « rentabilité » ne cessant bien sûr de s'élever. Le remplacement de Rocard par Nallet peut-il modifier les rapports entre le ministère et la FNSEA, faire sortir les organisations paysannes minoritaires (plus de 30 % des voix quand même) du ghetto dans lequel on les a enfermées ? C'est très peu probable.

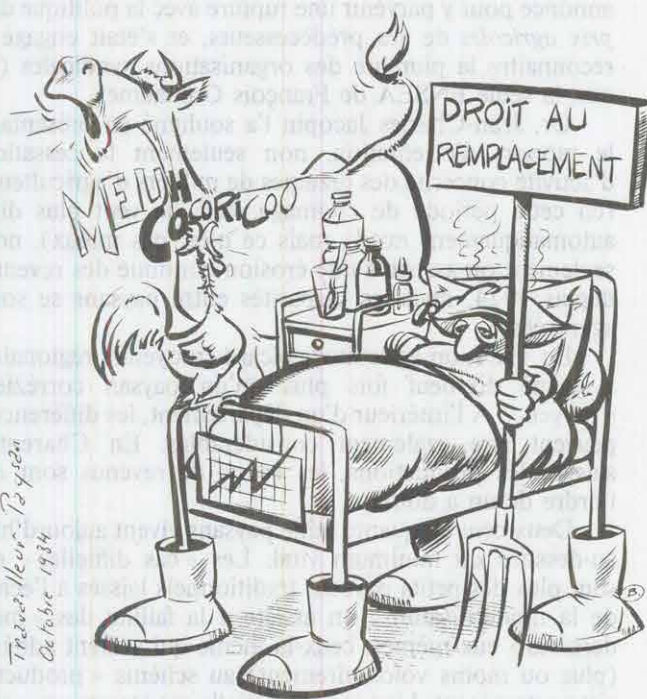
Les organisations liées au mouvement ouvrier (CNSTP, FNSP, MODEF) ne peuvent compter que sur leurs propres forces face à la pieuvre FNSEA, à son réseau d'institutions et de notables bien implantés. Le changement de ministre a figé le jeu, quelques jours avant l'ouverture du congrès des Travailleurs-paysans dont nous rendons compte ci-dessous, mais sans modifier le cadre général.

Les manifestations FNSEA du 22 mars dernier ont confirmé que les capacités de mobilisation contre les baisses de prix agricoles décidées à Bruxelles restaient importantes, mais que l'incapacité de l'organisation corporative à contrer autrement qu'en paroles les politiques européennes de liquidation des excédents créait aussi un malaise dans les rangs de ses adhérents. Les traditionnelles manifestations paysannes « dures » sont, à cette occasion, réapparues à la télévision. Par contre, on a très peu assisté, depuis deux ans, à des actions de paysans contre des salariés en grève dans les secteurs agro-alimentaires, comme cela avait été le cas dans les laiteries de Brioude (Haute-Loire) ou contre les dockers de Bayonne (avec la manifestation-représaille de Pau). Les actions de milices patronales comme il y en eut à la fromagerie d'Isigny ont été rares. Il est difficile de faire la part dans ce phénomène de la faible mobilisation des organisations des salariés de l'agro-alimentaire et de la prudence des dirigeants de la droite paysanne, qui craignait de perdre par ce type d'action une image respectable qui leur est bien utile. L'habileté politique de la FNSEA est en tout cas confirmée : non seulement elle a réussi à garder en otage le ministre Rocard tout en collaborant discrètement avec ses services, mais encore, confrontée à une contestation interne de ses objectifs

généraux, elle a été capable de se rallier des organisations viticoles dans des régions où elle était traditionnellement absente, comme l'explique Pierre Bron dans un article suivant.

Dans une situation générale où le mouvement ouvrier n'est guère à l'offensive, ses alliés potentiels à la campagne sont mis dans une situation difficile. Il n'en est que plus remarquable que la CNSTP, née en 1981 du regroupement de plusieurs courants issus des anciens Paysans-travailleurs se soit développée, que la fusion ait réussi et que cette organisation se pose les problèmes de l'unité d'action avec les autres forces qui s'opposent au syndicalisme des entrepreneurs agricoles de la FNSEA. Cette attitude des Travailleurs-paysans n'était ni automatique ni facile à tenir dans l'ambiance générale de division. Elle n'en mérite que plus l'attention des marxistes révolutionnaires, surtout quand la pression de Bruxelles pose en permanence la question des choix sociaux : qui doit produire, pour qui et comment ?

Marcel Leborgne



Dessin paru dans Travailleur paysan, octobre 1984.

Le Congrès des travailleurs-paysans et ses propositions

Roger DEVANEUSE

LE troisième Congrès de la Confédération nationale des syndicats de travailleurs-paysans (CNSTP) s'est tenu les 10 et 11 avril à Villeneuve-sur-Lot. Pourquoi le Lot-et-Garonne ? Parce que c'est là qu'au terme d'une longue lutte syndicale les travailleurs-paysans ont obtenu que les producteurs de légumes fournisseurs d'Aquitaine-Alimentaire — en dépôt de bilan —, soient reconnus créanciers privilégiés pour le paiement de leurs produits, avant le Crédit agricole par exemple. C'est donc une avancée importante vers la reconnaissance du travail paysan (puisque leur accorde un statut plus proche des salariés d'une entreprise en faillite) qui aura été inscrite dans ce département.

Thème du 3^e Congrès : « Combien de paysans ? Avec quel revenu ? Un choix qui interpelle toutes les forces sociales. » Ce congrès marque une date dans le développement d'un syndicalisme paysan progressiste en France.

Bien évidemment, le congrès a fait le compte des promesses non tenues — on a beaucoup promis aussi en agriculture, depuis trente ans (vingt-six + quatre...) : la parité de revenu avec les autres catégories sociales, la réduction des inégalités... Le candidat Mitterrand avait annoncé pour y parvenir une rupture avec la politique des *prix agricoles* de ses prédécesseurs, et s'était engagé à reconnaître la pluralité des organisations syndicales (et non la seule FNSEA de François Guillaume).

Or, Jean-Charles Jacopin l'a souligné en présentant le rapport d'orientation, non seulement la cessation d'activité concerne des dizaines de milliers d'agriculteurs (en cette période de chômage, cela ne veut plus dire automatiquement *exode*, mais ce n'est pas mieux), non seulement on assiste à une érosion continue des revenus depuis 1974, mais les disparités entre paysans se sont aggravées.

En 1984, un agriculteur picard (moyenne régionale) a gagné dix-neuf fois plus qu'un paysan corrézien « moyen ». A l'intérieur d'un département, les différences peuvent être également considérables. En Charente, suivant les productions, les écarts de revenus sont de l'ordre de un à douze.

Deux cent cinquante mille paysans vivent aujourd'hui au-dessous du minimum vital. Les « cas difficiles » ne sont plus des petits paysans traditionnels laissés à l'écart de la modernisation : on assiste à la faillite des « modernisés » eux-mêmes, ceux-là même qui avaient adhéré (plus ou moins volontairement) au schéma « productiviste » dominant. Une étude officielle montre que sur six ans seuls 18 % des agriculteurs ayant établi des plans de développement (donc, pour simplifier, en accord avec les

institutions de conseil et de crédit) avaient atteint leurs objectifs.

Mais ce que retient la presse, c'est toujours ce chiffre « moyen » d'évolution du revenu, 0,01 % en plus ou en moins, qui ne correspond à la situation de personne, ni au viticulteur champenois, ni au paysan de la Creuse, ni au gros céréalier beauceron, ni à l'éleveur, ruiné, de veaux sous la mère.

Et Jean-Charles Jacopin a rappelé la quasi-impossibilité de s'installer aujourd'hui. Y a-t-il un autre secteur d'activité, a-t-il demandé, où un homme pourrait dire à son épouse : « J'ai trouvé un nouvel emploi ; mais, excuse-moi, il ne me fera rien gagner pendant cinq ans ; nous vivrons sur ton salaire, et tu m'aideras après le boulot » ?

Dans les dix ans qui viennent, un jeune sur deux risque d'être « en difficulté ». Cette formule pudique de techniciens nous rappelle que les agriculteurs et agricultrices battent des records en matière de dépressions nerveuses et de suicides.

Renversement de perspective

Face à l'écroulement permanent par les mécanismes de l'endettement et la course à la productivité, les travailleurs-paysans ont, depuis des années, avancé une ligne syndicale qui prétend rompre avec la capitalisation à tout crin et le culte du profit. Ils s'y tiennent avec obstination, cherchant à profiter de chaque circonstance nouvelle pour faire progresser leurs idées.

Leur critique vise particulièrement le système de garantie des prix agricoles, qui profite d'abord à ceux qui produisent le plus dans les meilleures conditions. Les garanties de prix pour tous facilitent l'élimination des plus faibles ou des plus défavorisés. Les travailleurs-paysans défendent le principe de prix garantis seulement pour les *quanta*, c'est-à-dire seulement pour une certaine quantité de produits par personne employée sur une exploitation. Au-delà de cette quantité, les prix ne seraient plus garantis. Les *quanta* seraient diversifiés en fonction des régions pour ne pas défavoriser les plus difficiles à cultiver (on ne peut établir les mêmes normes de production en plaine et en montagne, par exemple). Plus de super-bénéfices, plus de prime au gigantisme.

Bien sûr, l'inégalité resterait flagrante entre les paysans qui disposent des capitaux propres nécessaires et

Un Piet (de nez) du ministère au congrès

Pour la première fois, le ministère de l'Agriculture était représenté au congrès de la CNSTP, par monsieur Denis Piet, qui était membre du cabinet Rocard et participera à celui de Nallet.

Monsieur Denis Piet a proclamé sa conviction que Rocard avait travaillé dans la bonne direction, qu'il avait contribué à sortir les problèmes agricoles de leur ghetto, que Nallet continuerait dans le même sens. Si les travailleurs paysans veulent que leurs propositions soient mieux prises en compte, qu'ils progressent d'abord car une décision reflète toujours un consensus (sic).

Devant les questions précises des congressistes, fort peu satisfaits de cette entrée en matière, sur les accords de Dublin sur le vin ou sur le rapport Gouzes sur le statut paysan, Piet ne pouvait guère prétendre que les choix libéraux du pouvoir sanctionnaient un consensus ! Quant à la non-application de la réglementation sur la représentativité syndicale, Piet aura ce mot : « Dans le Lot-et-Garonne, les travailleurs paysans siègent à la commission mixte. C'est la preuve que la loi n'est pas uniformément inappliquée » !

ceux qui n'en disposent pas. D'où l'idée de la mise en place d'un véritable *statut paysan* lui permettant d'échapper à l'obligation de capitaliser, d'être propriétaire de la terre et même d'équipements de plus en plus coûteux. La collectivité, propriétaire, assurerait des dotations de carrière. Un tel système suppose de distinguer le capital d'exploitation et les biens familiaux.

Ce renversement de perspective, explique la CNSTP, permet de remettre en cause le *productivisme* — cette course à l'augmentation systématique des rendements et de la production, qui conduit aux excédents et aux impasses actuels. Il serait possible de penser une agriculture « respectueuse des hommes et de la nature », produisant en quantité suffisante une nourriture de qualité avec des techniques préservant l'environnement, sans contribuer directement ou indirectement à accroître la faim dans le monde par l'exploitation des ressources et des paysanneries du tiers monde.

Coûteux, utopique et compliqué, ont crié en chœur les défenseurs de l'agro-business qui dirigent la FNSEA ou les institutions agricoles.

Coûteux pour la collectivité ? La CNSTP a déjà montré que ses propositions le seraient moins que le système actuel. Car le revenu du céréalier picard ou d'Ile de France est fait pour 63 % (!) d'aides au soutien des cours avec de l'argent public. Et comment mesurer le coût humain de la politique menée : fatigue, angoisse de la faillite, accidents du travail ?

Compliqué ? L'argument, pour la CNSTP, pouvait porter avant l'adoption des quotas laitiers — réduction de la production imposée par la Communauté économique européenne afin de résorber les montagnes d'excédents. Les formules les plus alambiquées ont fleuri dans la

presse agricole pour les expliquer, les justifier, les répartir...

C'est que, malgré la similitude des noms (*quota* ou *quanta*, qui peut s'y retrouver ?), la politique appliquée aujourd'hui est pratiquement le contraire de celle proposée par les travailleurs-paysans. Les niveaux de production à prix garantis actuellement pour le lait le sont par exploitation, c'est-à-dire *indépendamment du nombre de personnes employées*, et ils sont pratiquement les mêmes nationalement. Ils pousseront donc à la course à l'intensification et à l'élimination des plus vieux et des plus faiblement équipés. Appliqués au seul lait, les quotas actuels repoussent les facteurs de surproduction dans le secteur de la viande bovine. Passe à ton voisin !

Pourtant, cette politique réalise une démonstration importante : il est possible, sans déclencher une débâcle économique, d'agir de l'extérieur pour moduler une production agricole : pour sauvages qu'ils soient, les quotas imposés n'en représentent pas moins un élément de planification de la production agricole. Il est donc possible d'appliquer une politique différente qui ne soit pas génératrice de chômage paysan, de fermeture de petites laiteries, de licenciements dans le secteur agro-alimentaire.

Le refus du pouvoir doit s'afficher maintenant pour ce qu'il est : le choix politique de Rocard hier — et Nallet se propose de poursuivre la même politique — de satisfaire les dirigeants de la FNSEA sous prétexte qu'ils seraient majoritaires.

Des idées qui font leur chemin

Il ressort du congrès de Villeneuve que ces idées connaissent une diffusion croissante. Elles trouvent un écho déformé dans les propositions établies dans le rapport Gouzes — député du Lot-et-Garonne — pour un statut paysan. Elles se trouvent surtout au cœur des revendications qui ont surgi dans les batailles syndicales de ces derniers mois — et qui ont entraîné dans des mouvements unitaires beaucoup plus que les seuls travailleurs-paysans. Les intersyndicales de producteurs de lait ont fleuri. Dans la défense des « cas difficiles », dans la lutte du Larzac, dans d'autres actions de fermiers contre les propriétaires fonciers cherchant à les expulser, d'éleveurs contre les firmes « intégratrices »¹, les syndicats départementaux ont été parfois victorieux.

Le rapport moral présenté à Villeneuve — « S'organiser à la mesure de notre impact » — y insiste :

« Bon nombre de nos revendications, plus globales, ont aujourd'hui une audience qui dépasse largement nos adhérents et sympathisants, et qui évolue de façon très significative.

« Présentée à Millau, la revendication d'un véritable statut pour les paysans semblait, il y a seulement dix-huit mois, trop bousculer l'ordre établi. Depuis, ce thème a été l'objet du rapport Gouzes, et la notion de statut pour les paysans provoque une adhésion très large dans le monde paysan.

« Lors de la mise en application des quotas laitiers, les revendications, comme l'exonération de quota au-dessous de cent mille litres, étaient très minoritaires². Aujourd'hui, le consensus social sur cette revendication

est tel chez les paysans que plusieurs FDSEA ont été obligées de l'inclure dans leurs revendications.

« Les revendications sur la rémunération du travail passant par une garantie de prix jusqu'à un volume de production, avec la mise en place de prix différenciés selon les régions, dépasse actuellement le cadre de la CNSTP. Pour beaucoup de paysans, elle apparaît clairement comme la seule réponse aux blocages et à l'impasse dans lesquels les a conduits la politique agricole depuis deux ans. »

Aussi, la CNSTP peut écrire « minoritaires, mais pas marginaux ». Mais comment réduire le fossé entre l'audace de ses idées et la faiblesse de son organisation ?

Première réponse de la CNSTP, l'accent mis sur la structuration et l'animation locales. Le premier objectif « organisationnel » est ainsi la mise en place de syndicats cantonaux pour réunir, informer, former, débattre et agir au plus près des problèmes rencontrés sur le terrain. S'ouvrir au dialogue avec d'autres forces sociales, tant il est vrai que la manière dont sera organisée la production de notre alimentation concerne toute la société, constitue la seconde réponse.

Si la CNSTP met au cœur de son analyse le paysan comme travailleur, elle n'entend pas se référer à un discours « lutte de classe », et parle plus volontiers de « mouvements sociaux ». Nous ne cachons pas que cette disparition de la référence explicite au mouvement ouvrier n'est pas neutre, même si la justification donnée est de parvenir à un langage moins stéréotypé et plus proche de ceux auxquels on s'adresse. Cela ne conduit cependant pas la CNSTP à un repli sur elle-même. La présence et les interventions de la FGA-CFDT (la CGT a décliné l'invitation), de la Confédération syndicale du cadre de

vie, de SOS-Racisme, d'organisations tiers mondistes, montrent bien le sens des contacts recherchés.

Vers une fusion avec la FNSP ?

La troisième réponse apportée au congrès réside dans l'approfondissement des rapports avec les autres organisations « progressistes » en agriculture, ce qui concerne surtout le MODEF et la FNSP.

Avec le MODEF, Mouvement de défense de l'exploitation familiale — qu'il ne faut pas réduire trop vite à l'influence du PCF en agriculture —, les rapports unitaires existent sur des actions précises, voire pour des listes communes à des élections. Mais personne ne semble penser qu'un rapprochement organisationnel puisse être à l'ordre du jour. Le MODEF, présent au congrès, n'a pas souhaité intervenir.

Avec la FNSP, Fédération nationale des syndicats paysans, le problème est différent. C'est la commission agricole du Parti socialiste qui aurait souhaité que se constitue rapidement après le 10 mai ce regroupement de fédérations départementales de syndicats d'exploitants agricoles (FDSEA) en rupture de FNSEA, de scissions de FDSEA, d'équipes locales... Aujourd'hui, tout le PS est loin d'être sorti de la FNSEA de Guillaume (certains y cohabitent fort bien) et la FNSP présente localement des visages très divers : ici, la FDSEA adhère à la FNSP mais conserve pour l'essentiel les caractéristiques du syndicalisme de notables cogestionnaires de la politique agricole avec Paris et Bruxelles — ce serait le cas dans la Loire-Atlantique ou le Puy-de-Dôme ; là, « FNSP » est le

Congé maternité : 28 jours !

La question de la place des femmes en agriculture et dans le syndicat n'est pas nouvelle. Nous en avons discuté avec Marie-Bernadette Preau (Vendée) et Marie-Paule Méchineau (Loire-Atlantique), de la commission nationale femmes, devenue commission « droits sociaux ».

Elles-mêmes perçoivent un certain recul du féminisme. La proportion de femmes congressistes a baissé. Parmi les présentes, plus nombreuses qu'hier sont celles qui sont réticentes à ce que la question « femme » soit traitée à part. La demande d'un carrefour sur la place des femmes est devenue « la place de tous les travailleurs de l'exploitation dans le syndicat », pour ne pas « cristalliser »...

Plusieurs axes d'intervention syndicale se dégagent cependant :

- divulguer les statuts existants (notamment d'associée en groupement agricole d'exploitation en commun

(GAEC) permettant une véritable reconnaissance professionnelle de la femme ;

- agir sur la formation, en dénonçant les disparités qui y règnent et l'exclusion fréquente des femmes des formations techniques ;

- obtenir la parité des droits sociaux. Ainsi, les agricultrices ne bénéficient que de vingt-huit jours de congé maternité — et encore : elles doivent nourrir, loger, et participer au paiement de leur remplaçant ! Dans le Lot-et-Garonne, une action est lancée pour obtenir la gratuité du remplacement. Le refus de payer est décidé.

Sur ce dossier, la CNSTP a été reçue au ministère des Droits de la femme. Le ministère s'est déclaré très intéressé, avait très envie d'en discuter, et a promis d'appuyer la revendication... dans la mesure exacte de ses moyens !

A la direction des Affaires sociales du ministère de l'Agriculture, on a répondu plus brutalement que la priorité sur laquelle l'Élysée s'était engagé, c'était d'avancer vers la retraite à soixante ans, et que l'on ne pouvait pas tout faire...

Une pétition est proposée à la signature de tous, agriculteurs ou non.

Un congrès internationaliste

Diffusion par les paysans du Larzac des autocollants et pétitions de soutien à la Kanaky ; présence d'un représentant de l'Union pour la libération de la Guadeloupe ; intervention de Jean Huillet (mouvement d'intervention viticole occitan, affilié à la CNSTP) montrant qu'en refusant l'entrée de l'Espagne dans la CEE, les viticulteurs étaient totalement solidaires des paysans espagnols qui ne devaient rien attendre de bon de l'adhésion ; intervention d'un représentant de Euskal herriko nekazarien elkartasuna, groupement de paysans d'Euskadi-Sud, qui entretient des rapports privilé-

giés avec le syndicat TP d'Euskadi-Nord.

Surtout, accueil à la tribune du congrès et intervention d'un représentant mexicain de la CNPA (Coordination nationale Plan de Alaya), regroupement d'une vingtaine de syndicats paysans pauvres luttant pour la récupération des terres, le programme de la révolution de Zapata en 1910.

Le congrès de Villeneuve a été un congrès internationaliste.

Bruno Bernard a rappelé que les courants progressistes en agriculture avaient une longue tradition de solidarité, dans les années cinquante, en soutien aux mouvements de libération des peuples colonisés. Aujourd'hui, contre un dialogue Nord-Sud qui est en réalité un monologue et une supercherie, la CNSTP veut promouvoir un partenariat paysan à l'échelle internationale.

nom que se donne la commission agricole du PS. Mais ailleurs, la FNSP peut correspondre à de véritables équipes militantes engagées sur le terrain, et dont la pratique correspond plus au discours.

Dans le Morbihan, comme nous l'a expliqué Jean-Claude Le Brun, Syndicat départemental des travailleurs-paysans et Fédération départementale de syndicats paysans ont décidé de fusionner après un an de travail systématique en commun. Le nouveau syndicat est affilié à la CNSTP mais il plaide pour un rapprochement plus rapide au plan national (« avant que des centaines de milliers d'agriculteurs supplémentaires soient obligés de quitter la terre »).

En Meurthe-et-Moselle, on parle de double affiliation. En Basse-Normandie et dans la région Rhône-Alpes, on a constitué des intersyndicales régionales. Le Poitou-Charentes y est également très favorable.

La FNSP, par la voix de Zephire Espagne, secrétaire national, est intervenue au congrès en souhaitant un tel rapprochement. On peut penser que le collectif national des travailleurs-paysans, chargé de faire la synthèse des débats de Villeneuve, se sentira mandaté pour donner une impulsion à des conversations plus systématiques avec la FNSP au plan national, la possibilité d'aller jusqu'à la fusion était clairement avancée.

Beaucoup sont conscients de l'enjeu : une fusion réussie de ces deux organisations, qui font de la défense du paysan *en tant que travailleur* (et non en tant qu'entrepreneur) leur principe premier, donnerait au nouveau syndicat la force d'attirer à lui des milliers de « petits et moyens paysans » qui jusqu'à présent n'ont pas rompu

— quelle que soit leur insatisfaction — avec une FNSEA qui défend, elle, des intérêts opposés.

Peut-être chacun attend-il de voir comment Henri Nallet conçoit la continuité dans le domaine de la reconnaissance de la pluralité syndicale. La prestation assez lamentable du représentant du ministre à Villeneuve ne laisse rien augurer de bon.

1. La firme intégratrice, par exemple, fournit les veaux de huit jours, l'aliment, parfois construit le bâtiment, rachète les veaux engraisés, faisant du paysan un salarié à domicile (avec moins de garanties). L'intégration existe également pour des productions légumières (haricots verts mange-tout, tomates, carottes, etc.) dont la récolte peut être mécanisée.

2. Revendication consistant à ne pas obliger les petits producteurs de lait (moins de cent mille litres dans l'année) à réduire leur production.



Le Travailleur Paysan de Dordogne
17 ans 1934



Petites et grandes manoeuvres dans le syndicalisme viticole

FECONDE en initiatives syndicales dans le Midi viticole a été la période écoulée : adhésion des caves coopératives de l'Aude à la FNSEA, démission de Jean Huillet¹ de son poste de porte-parole du Comité d'action viticole de l'Hérault, tenue du congrès national de la FNSEA à Narbonne, au cœur de la zone viticole.

Il est utile pour prendre la mesure de ces événements de prendre en même temps un certain recul. Pendant longtemps la viticulture méridionale s'est dotée de formes d'organisation et de références autonomes au sein du syndicalisme agricole. Un puissant système de défense viticole s'était constitué, articulant un syndicalisme de masse et unitaire, la CGVM², un dense réseau coopératif, les dispositions protectrices de la viticulture promulguées par l'Etat dans les années trente, et l'incrustation dans les pores de ce système d'une social-démocratie régionale qui fut pendant longtemps un intermédiaire efficace entre le mouvement viticole et l'Etat. On se trouvait donc en présence d'un exemple élaboré de corporatisme agricole, appuyé sur une configuration syndicale aux références socialisantes, indépendante du syndicalisme agricole général FNSEA dominé par la droite agrarienne.

Ce système s'érode à partir des années soixante et entre en crise avec l'entrée de la viticulture dans le régime communautaire, beaucoup plus libéral, en 1970. La viticulture méridionale se trouve alors livrée à une concurrence élargie, tandis que la consommation de vin diminue et que les protections étatiques dont elle disposait s'effritent. Il faut avoir cela présent à l'esprit pour comprendre l'actualité récente qui renvoie à une tendance plus profonde : l'érosion d'un corporatisme viticole confronté à la régression de la viticulture de masse et à une politique nationale et communautaire qui l'incite à l'arrachage et ordonne la distillation obligatoire à bas prix des excédents.

Les tensions dans le syndicalisme viticole sont enfin aggravées par la conjoncture politique et les désillusions de nombre de viticulteurs. Les promesses antérieures des socialistes débouchent en fait sur une politique viticole dans la continuité du régime précédent.

La FNSEA a trouvé là un bon terrain d'implantation : dans les zones marquées par la diversification culturelle et qui sortent du modèle viticole traditionnel, mais aussi dans des zones viticoles où elle bénéficie de sa situation d'opposant face au gouvernement socialiste, d'une image d'intransigeance dans son refus de l'élargissement de la CEE. En 1983, les élections aux Chambres d'agriculture avaient déjà montré en Languedoc un

succès relatif des listes FNSEA. Désireux de se placer maintenant et pour l'après 1986 dans un cadre institutionnel plus solide, des segments du mouvement viticole préfèrent l'alliance avec la FNSEA à une concurrence dans laquelle ils craignent de perdre des positions. Et c'est bien cela qu'a entendu sanctionner la FNSEA en tenant son congrès à Narbonne, témoignant ainsi du rapport de forces acquis dans des zones dont elle était absente il y a encore quelques années et de sa volonté de ne pas s'en tenir là.

Dans cette situation, les segments du mouvement viticole traditionnel attachés au maintien de leur autonomie se retrouvent dans un désarroi et une crise d'orientation plus ou moins larvés qui pèsent sur leur fonctionnement. Ainsi, le Comité d'action viticole (CAV) de l'Hérault regroupe des courants dont la coexistence est problématique dans une situation d'érosion et de recul. Jean Huillet, personnellement adhérent à la CNSTP, en était devenu le porte-parole sur la base de son audience personnelle et de ses capacités militantes. Confronté aux progrès de la droite agricole, aux accusations de complicité avec le pouvoir socialiste formulées par la droite ou les courants proches du PCF, au manque de clarté dans les choix du CAV et aux difficultés de mobilisation sur le terrain, il a quitté cette fonction, tout en demeurant membre de la direction collégiale du CAV.

Ce qui transparaît en filigrane des événements récents, c'est que la défense viticole traditionnelle, trop souvent unanimiste dans son discours, poujadiste ou clientéliste dans ses formes d'action, a de moins en moins d'espace, ne serait-ce que parce la régression du vignoble de masse est une réalité incontournable. Face aux progrès d'une droite moderniste qui entend occuper l'espace libéré par l'érosion du mouvement viticole traditionnel, une alternative sera-t-elle offerte ? Celle-ci supposerait un cadre de mobilisation pour peser sur les choix communautaires, mais aussi de débat et d'orientation permettant que soient mises en avant des solutions concernant la diversification culturelle, son contrôle par les producteurs, les garanties économiques qui doivent leur être offertes, l'organisation des marchés, les revendications communes à définir avec les producteurs espagnols.

Cette érosion du mouvement viticole ne débouchera-t-elle que sur la montée d'une droite agricole prête à engager les restructurations présentes ou à venir de l'économie viticole ; ou sera-t-elle l'occasion de batailles permettant l'émergence d'un courant considérant la modernisation agricole comme l'affirmation des droits des travailleurs de la terre ? Tel est l'enjeu qui se dessine dans le Midi viticole.

Pierre Bron

1. Jean Huillet : leader du MIVOC (Mouvement d'intervention viticole occitan), petit syndicat viticole adhérent à la CNSTP (Confédération nationale des syndicats de travailleurs paysans).

2. CGVM : Confédération générale des vignerons du Midi, créée par les grandes mobilisations viticoles de 1907, au nom de la défense unitaire du produit, aujourd'hui très affaiblie.

30 000 à la fête LO-LCR !

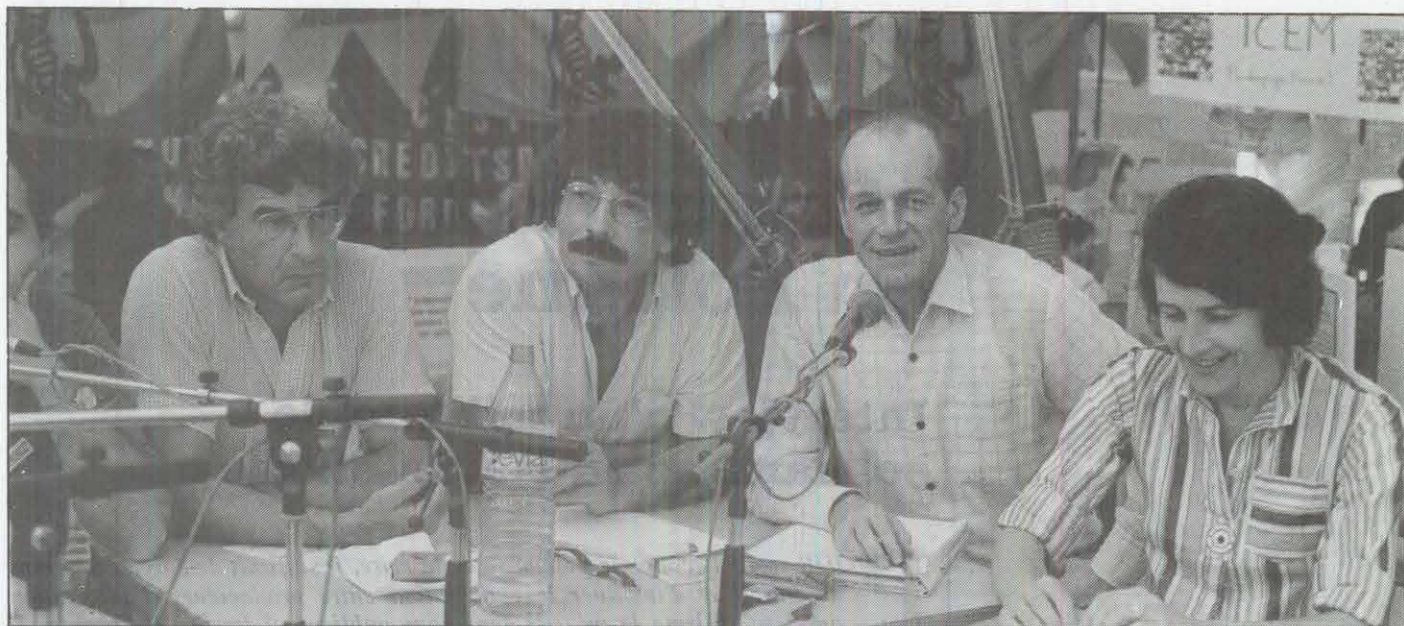
La fête commune LO-LCR, qui s'est tenue les 25, 26 et 27 mai à Presles, en Ile de France, a connu un succès sans précédent.

Numérique, mais aussi politique, malgré le boycott des médias.

Ce succès confirme l'audience et l'enracinement des deux organisations trotskystes et l'intérêt que suscite une telle manifestation commune.







Parmi de nombreux autres, le forum sur l'alternative. De gauche à droite : Alain Krivine, Jean-Claude Le Scornet (PSU), Pierre Bauby (PCML), Dorothee Piermont (Verts allemands).



La chorale de la CGT a interprété de vieux chants, trop oubliés, du mouvement ouvrier.

Mineur de fond en Pologne

Interview d'un militant de *solidarnosc* en Haute Silésie

POUR sortir l'économie polonaise de la crise, il suffirait de baisser le temps de travail et d'instituer la coopération entre producteurs, l'autogestion ouvrière, affirme le mineur dont nous publions ci-dessous les propos. Il suffirait, pour augmenter la productivité, de mettre hors-jeu – et au travail ! – la hiérarchie démultipliée et inopérante qui pèse sur l'ouvrier ; de faire appel à l'esprit d'initiative des mineurs.

Il ne s'agit pas là d'une vue de l'esprit : pendant le court temps de son existence légale, le syndicat indépendant *Solidarnosc* avait commencé à modifier dans ce sens les relations sociales et l'organisation même du travail.

Le témoignage de ce mineur polonais est accablant pour la bureaucratie et son système généralisé d'abus et de gaspillages. L'absurde au quotidien, dans l'organisation de la production, apparaît comme la conséquence inévitable du pouvoir et des privilèges de la hiérarchie bureaucratique. L'absurde, pourrait-on dire, s'érige en raison nécessaire du système.

** On parle souvent de pillage des ressources dans les mines en Pologne. Mais pour quelqu'un qui ne connaît pas cette réalité, il est difficile d'imaginer ce que cela représente. Pourrais-tu l'expliquer ?*

Prenons un exemple : le développement de la région houillère de Rybnik (ROW) en Haute-Silésie. Le ROW aujourd'hui, c'est toute une série d'exploitations modernes. Et pourtant, on entend parler sans arrêt d'effondrements dans ces mines. Pourquoi ? S'agirait-il d'une spécificité régionale ? Non, car seules les mines nouvelles s'effondrent. Les anciennes, par exemple la mine Przewoź, qui date d'avant la guerre, ne connaissent pas ces problèmes. Je vais essayer de l'expliquer.

Normalement, lorsqu'on construit une mine, il faut creuser des galeries qui partent du puits jusqu'aux frontières de la mine, et on ne commence à extraire le charbon qu'à partir des frontières, en avançant vers le puits. C'est ce qu'on appelle la taille rabattante. La pression est la plus forte aux limites, là où le charbon est déjà extrait, loin du puits et du centre nerveux de la mine. Le transport et les gens ne sont pas exposés aux plus grands dangers. Mais lorsque les mines du ROW ont été construites, on n'a pas tenu compte de cette loi mi-

nière. Le meilleur exemple de cela, c'est la mine Manifest Lipcowy : tandis que les travaux sur les galeries continuaient jusqu'aux frontières de la mine, l'extraction a commencé autour du puits. Cela s'appelait « raccourcir le temps nécessaire à la mise en route de la mine ».

La direction pouvait se vanter, récupérer des primes, etc. Cela est typique : on ne met pas en route une installation industrielle pour qu'elle produise, mais pour « saluer », « fêter » quelque événement officiel... On a extrait dans un rayon de cinq cents mètres un certain nombre de couches. Les tailles ont été effondrées et tout d'un coup, le puits s'est trouvé menacé. Dans telle galerie, où on pouvait marcher debout auparavant, il fallait se baisser ou même ramper ; les cintres TH (il s'agit de cintres en acier qui protègent les plafonds et les parois de la galerie) étaient tordus et prenaient des formes fantastiques...

Une masse de moyens a été mise en œuvre pour protéger les galeries. On a même tenté de poser les cintres TH l'un derrière l'autre, quasiment collés (normalement il y a 0,7 mètres d'espace entre les cintres). Même cela n'a pas suffi. Quand ce n'était pas d'en haut ou de côté, la pression s'exerçait d'en bas, il arrivait que toute une galerie protégée

de la sorte se renverse. Cette pression extraordinaire arrache les vis et les boulons. Tu marches dans la galerie. Tout d'un coup, tu entends un bruit de balle et une vis arrachée aux cintres te frôle. Elle peut blesser ou même tuer.

La bêtise

Aujourd'hui, le maintien en fonctionnement de la mine nécessite beaucoup d'argent et de travail. Pourtant, une mine devrait être conçue de façon à pouvoir fonctionner un siècle, tant qu'il y a de la houille à extraire dans son périmètre, car sa construction est un investissement très lourd.

Ces énormes frais de fonctionnement sont provoqués par la bêtise de quelques dirigeants, intéressés à faire quelque chose qui sorte de l'ordinaire. Ils sont primés, non pas à cause du bon fonctionnement de la mine, mais quand ils font quelque chose d'extra. Il n'est donc pas étonnant qu'ils se comportent ainsi.

J'ai donné l'exemple de Manifest Lipcowy, mais il en va de même dans d'autres mines nouvelles, construites dans les années 1960-1970 : le même phénomène se produit dans la mine XXX-Lecia PRL (trentenaire de la Pologne populaire) — c'est tout un symbole, qui est en faillite actuellement. Les coûts sociaux dus au fait que quelques directeurs voulaient se faire remarquer sont énormes. Ils vont continuer jusqu'à la fermeture de la mine. Il peut devenir nécessaire de construire un nouveau puits, car le précédent deviendra inutilisable. Lorsque nous parlons de pillage des ressources dans les mines, c'est de tels faits que nous avons à l'esprit.

J'ai souvenir d'une mise en scène un 1^{er} Mai, avant août 1980 : des wagonnets défilaient avec de la houille. De près, on voyait que ces wagonnets étaient couverts de tôle, avec une fine couche de charbon par dessus. Je me suis dit alors que cette mise en scène représente fidèlement notre activité économique : ce qui importe, c'est que le travail paraisse être fait, et personne ne s'interroge sur ce qu'il en est en réalité. L'ajout des pierres dans la houille, l'inscription de tonnes fictives extraites dans les registres, c'est exactement comme ces wagonnets.

** Est-ce que cette attitude de la direction envers la production se reflète également dans son attitude envers les gens, les travailleurs ?*

Envers les gens, les machines, envers tous les facteurs de production et le

résultat du travail. La seule chose qui compte pour eux, c'est l'exécution et le dépassement des normes. Mais ils se conduisent comme s'ils ne voyaient aucun lien entre ces normes et le résultat réel, effectif, de la production. Pour eux, le travailleur n'est qu'un outil qu'il n'est pas nécessaire de soigner.

** Comment cela se manifeste-t-il dans l'organisation du travail ?*

Avant tout dans le développement maximal de l'encadrement, d'une masse de contrôleurs qui te surveillent. Très développée, la hiérarchie n'a pas pour but d'organiser et de coordonner des efforts mineurs. Pour cela, il suffirait d'une personne par équipe.

Au-dessus des mineurs, il y a les mineurs confirmés (des petits chefs qui en général ne commencent à bosser que quand arrive un chef plus haut qu'eux), puis les surveillants (deux ou trois par équipe) puis les porions de poste (un ou deux par équipe), les porions de quartier (ils descendent vers 11 heures, font le tour de leur secteur, poussent des gueulantes pour des conneries, dérangent le travail et à 13 heures, ils sont déjà à la surface)...

Je ne mentionne là que l'encadrement direct, je ne parle pas des divers chefs de service, directeurs-adjoints, etc qu'on ne voit pas chaque jour. Fais le compte et tu verras qu'au fond un tiers du personnel ne sert qu'à surveiller les deux tiers restants. Dans l'ensemble de la mine, ceux qui ne servent à rien — c'est-à-dire qui n'exercent aucune fonction technique, productive ou administrative — c'est au moins la moitié du personnel.

Le contrôle d'une hiérarchie pléthorique et ses résultats

Mais l'appareil des petits chefs n'est qu'un aspect de la question. Il faut ajouter tout un système de contrôle de haut en bas — de l'union des mines, en passant par la direction de la mine, jusqu'à chaque machine au fond. Sur chaque machine est fixé un capteur, et lorsque elle tourne, des lumières s'allument sur un tableau lumineux à la surface et au siège de l'union des mines. Quand tu débranches la machine, la lumière en haut s'éteint. Immédiatement les téléphones sonnent, le siège appelle la mine, la direction de la mine appelle en bas, c'est la panique, etc. Toute la hiérarchie s'intéresse à toi

parce que tu as débranché la machine, pour t'engueuler. Ils ne cherchent pas à savoir pourquoi tu l'as débranchée, ils ne te posent même pas la question — pour eux, tu es un con. Tu cherches à éviter le travail, donc il faut t'engueuler.

Cela peut provoquer des accidents, et c'est effectivement ce qui arrive souvent. Par exemple, tu as débranché la machine pour resserrer une vis ou pour arranger quelque chose : le porion arrive en courant, rebranche la machine sans poser de questions, et le gars qui répare se fait arracher la main ou écraser. Ou encore un spécialiste arrive et, sans regarder, décide que le moteur est en panne. Le moteur d'une haveuse intégrale est grand comme une armoire ancienne et beaucoup plus lourd. Alors ils font venir des gens sans s'inquiéter de ce que ces gens faisaient et les arrachent à leur travail, ordonnent de démonter le moteur. Une vingtaine de mineurs s'occupent ainsi pendant quelque temps et une fois le moteur démonté, révisé, on se rend compte que c'était un fusible facilement accessible qui a sauté, qu'une personne aurait très bien pu le réparer seule en quelques minutes.

Tout doit être fait avec le maximum de bruit en dérangeant le plus de monde possible, parce que chaque petit chef doit pouvoir briller, démontrer à quel point il est indispensable, pouvoir dire à son chef : « C'est moi qui ai fait cela ».

** Et les gens acceptent ça sans broncher ?*

Les gens acceptent ou pas. Mais il faut savoir que si tu t'opposes parce que tu sais comment il faut faire ceci ou cela, le petit chef va considérer que tu entames son autorité et va se venger. Il te donnera un travail plus dur, moins bien payé, il te mettra dans une équipe qui travaille dans l'eau et dans le froid. Ou encore, il refusera d'inscrire les heures supplémentaires que tu as faites. Ils ont de grandes possibilités : par exemple chez nous, il n'y a pas de pauses réglementaires, les pauses dépendent du bon vouloir du petit chef. S'il le veut, il peut t'obliger à bosser sans interruption toute la journée.

Certains sont capables de rester toute la journée dans ton dos et d'éclairer ta pelle avec une lampe pour voir si elle est toujours bien pleine. Ou bien encore ils éteignent leur lampe et s'approchent dans la pénombre, près des gens, pour écouter ce qui se dit.

** Mais il doit y avoir des moyens pour contourner ces contrôles, pour que ceux d'en haut aient l'impression que ça tourne alors que ça ne tourne pas...*

Bien sûr. C'est l'autre face de la médaille. La première chose qu'on fait en arrivant au fond, c'est de brancher le convoyeur. Une lumière s'allume alors sur le tableau de contrôle, ceux d'en haut pensent : « Ils ont commencé l'extraction. » En fait, chacun sait qu'avant d'arriver au front de taille, avant qu'on prépare le boulot, bref avant que le charbon ne commence à couler sur le convoyeur, il faut bien une à deux heures. Durant ces deux heures, le convoyeur tourne à vide, les bandes transporteuses se cassent, l'énergie est gaspillée, tout cela pour la forme.

En son temps, Solidarnosc proposait que le système de branchement de ces convoyeurs soit inversé, du front de taille vers le haut et non du bureau central vers le front de taille. Ainsi on économiserait l'énergie, la machine s'userait moins, on pourrait procéder à l'entretien et aux petites réparations à d'autres moments que le dimanche.

** Mais pour la bureaucratie une telle proposition, a fortiori si elle est juste, est inacceptable. Car elle signifie que le mineur peut penser, organiser lui-même la production, et toute cette hiérarchie de surveillants perdrait la raison d'être...*

Justement ! L'encadrement devrait consister dans le fait qu'un technicien te présente un schéma et les calculs et te dise : « Voilà, vous devez faire ça et ça. » Mais en général il en est incapable. Je me rappelle qu'une fois des mineurs se sont mis de mêche et refusaient de faire le travail sans schéma (c'était encore avant août 1980). Mais les chefs ont brisé ces gens, ils les ont envoyés faire le transport lourd et en ont trouvé d'autres qui voulaient montrer qu'ils étaient capables et ont fait le boulot sans rien demander. Si tout le monde avait été solidaire, avait exigé qu'on présente des schémas, alors on aurait pu imposer à ces surveillants qu'ils se rendent utiles.

Mais en général, lorsqu'un porion dépasse la mesure du despotisme, les mineurs se vengent. Cela a toujours existé, avant août 1980 comme maintenant. Un jour les gars ont rattrapé un petit chef et l'ont forcé à lécher le cul d'un chat. Ensuite, dans toute la mine, il y avait des chats dessinés. D'autres chefs se font casser la gueule. En général cela limite pour un temps le despotisme des surveillants, ils font attention. Il y a eu récemment un cas similaire à Manifest Lipcowy : il y a là-bas un porion de poste particulièrement dur. Les gars l'ont suivi, attrapé dans un parc, et lui ont filé trente coups de ceinturon sur les fesses. Il ne put s'asseoir pendant une semaine et il devint extrêmement poli tout d'un coup. Ses

copains ont aussi baissé d'un ton.

Une autre forme d'autodéfense, c'est d'utiliser le manque de connaissance des chefs, de les ridiculiser. Une fois, un groupe de mineurs a déclaré à un surveillant avoir transporté une pièce à plusieurs durant toute la journée. L'autre l'a noté dans le rapport et il s'est fait engueuler par son supérieur pour n'avoir pas laissé les gens se reposer. Cette pièce était de la taille... d'une boîte d'allumettes !

Une autre fois, des gars ont parié une bouteille de vodka avec le porion qu'il n'arriverait pas à entrer dans un tuyau. L'autre est entré et est resté coincé. Les gars courent téléphoner au directeur : « Monsieur le directeur, le porion est rentré dans le tuyau et n'arrive pas à sortir. — Et pourquoi il y est rentré ? — Nous ne savons pas, c'est lui le chef, c'est lui qui décide. » Quantité de surveillants ont accouru, ils ont dû scier le tuyau... et toute la mine rigolait.

Il y a donc des moyens de lutte contre le despotisme, des façons de montrer que les surveillants sont inutiles dans le processus de travail, qu'ils ne font que gêner. Ensuite, quand un petit chef vient regarder ce que font les gens, beaucoup mettent les mains dans les poches : « Je ne vais pas travailler pour ce con ! » Les gens prennent ainsi de l'assurance et se laissent moins marcher sur les pieds.

Irresponsabilité et gaspillage

** Une telle attitude face à l'ouvrier doit conduire à perturber la production, aux gaspillages, à freiner l'initiative...*

Tu as raison de dire qu'une des raisons du gaspillage, c'est l'attitude des cadres envers les ouvriers, le fait que ces derniers sont traités comme des outils incapables de penser.

Dans les mines, on jette massivement la dynamite. Pourquoi ? La norme prévoit que pour un tir il faut percer tant de trous et utiliser autant de charges. Mais un mineur expérimenté peut faire la même chose avec le quart des charges ou moins encore. Il ne peut ramener les charges qui lui restent, car il serait sanctionné pour non-respect des normes. Alors il dévisse les détonateurs (qui sont numérotés et on sait immédiatement qui a pris telle charge), les cache bien, et rejette la charge quelque part. Ou encore on t'ordonne de vidanger une machine, dont tu sais qu'elle vient de l'être. Tu ne vas pas te disputer avec le surveillant, car il a raison par principe et la seule chose que tu pourrais obtenir c'est qu'il te sanctionne... Alors tu

prends l'huile et tu la vides en route. Mais parfois le gaspillage peut être à l'origine d'accidents graves. En avril 1975, si je me souviens bien, a brûlé la mine Manifest Lipcowy. C'était un grand incendie, qui a duré plusieurs jours. La cause : désorganisation. Quand on traite l'ouvrier comme un outil imbécile, le désordre est obligatoire.

Le gaspillage est pourtant un problème plus vaste. Tout d'abord il est causé par le fait que ce système ne laisse pas de place à l'initiative. Toutes les propositions de changements, d'améliorations sont rejetées. L'initiative ne pourrait venir que des échelons centraux — du ministère, des unions de mines — et à ce niveau (ce n'est probablement même pas de la mauvaise volonté, mais les gens qui y sont n'ont aucune idée de ce qu'est une mine), il vaut mieux qu'ils n'en fassent pas preuve : car s'ils inventent quelque chose, c'est pour mettre tout sens dessus dessous.

On ne récupère pas la ferraille. Et pourtant il y en a ! Les vieux cintres TH, les câbles, etc., qui une fois remplacés sont jetés. Avec une économie rationnelle, on pourrait débiter cette ferraille. Il suffirait d'un électro-aimant au-dessus de la bande transporteuse et d'un racloir qui repousserait le métal vers un dépôt. De cette façon, il serait possible de récupérer des milliers de tonnes du meilleur acier. Il paraît qu'il y eut dans le passé une telle proposition, mais le ministère des mines ne l'a pas jugé intéressante. C'est normal : pour ces gens, ce serait du travail en plus.

Il en va de même avec les machines : régulièrement, les directions des mines crient qu'elles n'en ont plus. Mais quand une machine tombe en panne, on la jette ! Pourtant, même si elle n'est pas réparable, on pourrait récupérer les pièces qui sont en bon état, les stocker et les utiliser pour réparer d'autres machines. Et on verrait alors qu'il y a suffisamment de machines, que les usines qui les produisent — jamais assez — pourraient utiliser une partie de leur potentiel pour une autre production. On utiliserait moins d'acier, moins de minerai de fer importé. Tout cela, si on prend en compte le nombre des mines en Pologne, ferait des économies importantes.

Notre économie me fait penser à quelqu'un qui, au lieu de laver une casserole sale, la jetterait et en achèterait une nouvelle... Mais est-ce que quelqu'un de sensé pourrait agir ainsi ?

* Pourtant dans ce système d'organisation du travail il y a — au moins sur le

papier — des mécanismes qui devraient servir à introduire des améliorations, des innovations. Par exemple la rationalisation...

Tu déposes un projet, ils ont un mois pour l'analyser. S'il est accepté, on passe à l'application pratique. Le rationalisateur ne touche de l'argent que lorsque sa proposition est appliquée. Ça, c'est sur le papier. Mais dans la vie ? Si tu n'ajoutes pas le nom d'un ingénieur en tant que co-auteur (au moins pour 20 à 25 %, certains exigent même 50 %, ou que tu mettes leur nom en premier !), il n'y aura jamais d'application. Pire : ils vont rejeter ton projet, changer un détail et tu vois ton projet réalisé mais c'est quelqu'un d'autre qui a touché le fric. On va même lui donner une médaille, et l'auteur véritable du projet a de la chance s'il n'a pas été licencié entre-temps ! C'est pourquoi la majorité des mineurs n'en a rien à faire de la rationalisation. Pourquoi en effet se fatiguer, travailler à la maison, élaborer des projets, si au lieu de la satisfaction tu dois avoir des problèmes ?

Les hommes ne comptent pas plus que les machines

** On entend fréquemment parler des accidents, souvent mortels, dans les mines. Qu'en est-il du respect des règles d'hygiène et de sécurité du travail ?*

Chaque mineur qui commence à travailler doit suivre un stage sur ces questions. A la fin, on te donne à signer un papier selon lequel tu connais et acceptes les règles de sécurité. Ensuite le porion te dit : « Fais ceci ou cela sur ce convoyeur en marche. » Le convoyeur tourne à vide, tu dois réparer et tu te fais arracher la main. Il y a énormément d'accidents comme ça. Le pire, c'est qu'ils vont te dire : « Vous aviez signé le règlement sur la sécurité du travail. Vous saviez qu'il est interdit de travailler sur une machine en marche. Cet accident, c'est de votre faute. » Mais si tu avais débranché le convoyeur, ils t'auraient licencié pour insubordination. Et si tu n'exécutes pas l'ordre, le porion te sucre la prime.

Je me souviens du cas suivant : un chef a obligé un gars à souder quelque chose en violation des normes. Il y avait justement une inspection de l'Office de mines et ils ont pris le gars sur le fait. Il a eu 1 500 zlotys d'amende — c'était alors beaucoup de fric — et s'il y avait eu le feu il serait allé en prison. Le chef lui a dit : « Paye l'amende, et moi je t'ins-

cris... » Le gars a eu de la chance, mais tout dépend du chef, de ses relations avec lui.

De plus, il faut savoir que cela se fait au début du projet : le chef ne veut pas de sa poche, mais du fonds pour les heures supplémentaires. Il va insister à l'un des heures libres et il refusera de noter des heures réellement travaillées à l'autre. La question des accidents est due à l'organisation du travail, au fait qu'on l'oblige à aller à l'économie des règlements et du bon sens, au désordre généralisé provoqué par les petits chefs qui cherchent à s'imposer à tout propos et hors de propos.

Une autre cause importante, c'est la fatigue. On oblige les gens à bosser plusieurs semaines sans interruption, les samedis, les dimanches, les fêtes. Les gens travaillent alors qu'ils sont malades, qu'ils ont une forte fièvre, parce que le médecin de la mine ne le donne pas d'arrêt maladie. Si tu ne viens pas au boulot sans justification, cela t'appelle abandon du poste. Et une fois licencié, tu ne trouves pas de boulot dans la région, parce qu'ils l'ont mis « abandon du poste » sur ton livret.

Même si tu es un autre de travail en bonne et due forme, tu n'es jamais payé pour le travail que tu fais. Les premières mois, les négociations, les premières Avoirs les gens ne vont pas chez le médecin. Ils viennent même au travail bien qu'ils ne tiennent pas debout, et ne reviennent à rien dans un tel état au boulot.

S'il y avait une autre organisation du travail, il n'y aurait pas tant d'accidents. Bien sûr, le travail du mineur est un travail à risques, on ne peut pas tout prévoir. Mais on ne cherche pas à diminuer les risques, on cherche à les éviter. Il existe une technique pour tout ça : l'analyse de danger, c'est un mort. Et tout ça ne dépense pas cette norme, personne ne pose de questions aux responsables. C'est une sorte de peine de mort liée au sort. La ou d'habitude il y avait quatre ou cinq accidents mortels tous les six mois, il n'y en a plus un seul durant les seize mois d'activité légale de Solidarnosc. Et après l'assassinat de l'éclat de gypse ? En la seule mine Manifest Lipcowy : l'assassin d'un mort, l'assassin d'un mort, deux morts. En tout, cinq ou six accidents mortels dans les six mois. Et ce n'est pas un cas isolé. Dans tout ROW, c'était la même chose ! De même les accidents mortels graves ont augmenté immédiatement, bien qu'ils soient devenus rares... Cela donne à penser.

* Tu dis que l'endettement est...

crirai autant d'heures supplémentaires. » Le gars a eu de la chance, mais tout dépend du chef, de tes relations avec lui.

De plus, il faut savoir que cela se fait au détriment des autres : le chef ne sort pas ça de sa poche, mais du fonds pour les heures supplémentaires. Il va inscrire à l'un des heures fictives et il refusera de noter des heures réellement travaillées à l'autre. La quasi-totalité des accidents est due à l'organisation du travail, au fait qu'on t'oblige à aller à l'encontre des règlements et du bon sens, au désordre généralisé provoqué par les petits chefs qui cherchent à s'imposer à tout propos et hors de propos.

Une autre cause importante, c'est la fatigue. On oblige les gens à bosser plusieurs semaines sans interruption, les samedis, les dimanches, les fériés. Les gens travaillent alors qu'ils sont malades, qu'ils ont une forte fièvre, parce que le médecin de la mine ne te donne pas d'arrêt maladie. Si tu ne viens pas au boulot sans justification, cela s'appelle abandon du poste. Et une fois licencié, tu ne trouveras pas de boulot dans la région, parce qu'ils t'ont mis « abandon de poste » sur ton livret.

Même si tu as un arrêt de travail en bonne et due forme, tu n'en perds pas moins le treizième mois, le quatorzième mois, les récupérations, les primes... Alors les gens ne vont pas chez le médecin. Ils viennent malades au travail bien qu'ils ne tiennent pas debout, et ne servent à rien dans un tel état au boulot.

S'il y avait une autre organisation du travail il n'y aurait pas tant d'accidents. Bien sûr, le travail du mineur est un travail à risques, on ne peut pas tout prévoir. Mais on ne cherche pas à diminuer les risques, au contraire. Les mines sont des producteurs d'invalides. Il existe une statistique : pour tant de tonnes de charbon extraites, un mort. Et tant qu'ils ne dépassent pas cette norme, personne ne pose de questions aux responsables. C'est une sorte de peine de mort tirée au sort. Là où d'habitude il y avait quatre ou cinq accidents mortels tous les six mois, il n'y en eut pas un seul durant les seize mois d'activité légale de Solidarnosc. Et après l'instauration de l'état de guerre ? Dans la seule mine Manifest Lipcowy : janvier, un mort ; février, un mort ; juin, deux morts. En tout, cinq ou six accidents mortels dans les six mois. Et ce n'était pas un cas isolé. Dans tout ROW, c'était la même chose ! De même les accidents moins graves ont augmenté immédiatement, bien qu'ils essayent de les cacher... Cela donne à penser.

* Tu dis que l'encadrement essaye de

cache les accidents. Comment cela est-il possible ?

Quand il y a un accident, ils font toujours le protocole de façon tendancieuse pour que l'ouvrier accidenté soit déclaré responsable. Si tu regardes tous ces protocoles, tu verras clairement : L'accidenté est coupable, car s'il n'était pas venu travailler, il n'y aurait pas eu d'accident ! Ils utilisent de nombreux trucs, pressent le gars qui est sous le choc. Au poste de secours, on ne note pas qu'on l'a soigné... Quand l'affaire est jugée, on lui dit : « S'il s'était agi d'un accident du travail, cela serait noté dans le registre du poste de secours. Mais il n'y a rien de tel dans le registre, vous pouvez vérifier ! » Ils ont introduit des symboles de sorte qu'on ne puisse savoir s'ils inscrivent que tu as mal au cœur ou que tu as une main arrachée... Ou encore le médecin te demande : « Qu'est-ce que je mets ? Que c'était chez vous ou au travail ? » Comme tu sais que de toute manière tu te feras rouler tu réponds : « Faites pour le mieux ! » Et tu perds le droit à l'indemnité.

Il est vrai qu'on te dit, lors de la formation, qu'il faut faire attention à ce que le porion écrit dans le rapport... C'est un sacré système, car quand tu es sous le choc, ensanglanté, à quoi peux-tu faire attention !

Autogestion et baisse du temps de travail, conditions de la productivité

Tout est organisé de façon à priver l'ouvrier de ce à quoi il a officiellement droit, sans même parler de ce à quoi il devrait avoir droit. Nombre de maladies typiques des mineurs ne sont pas reconnues comme maladies professionnelles : les maladies de la colonne vertébrale, les mycoses. Pourtant il s'agit de maladies extrêmement fréquentes chez les mineurs qui travaillent dans l'humidité, la saleté, portent de lourdes charges sur le dos... Pour ces maladies on peut avoir une pension d'invalidité, mais non d'invalidité du travail. La différence du montant peut être de un à dix entre ces deux types de pension ! Enfin la silicose : officiellement, c'est la maladie professionnelle, mais dans la pratique ? Le médecin te dira : « Vous fumez ? — Oui ». Il y a beaucoup de gens qui fument. Et alors lui : « Ce n'est pas la silicose, si vous ne fumiez pas, il n'y aurait rien... » Et l'affaire est close. Quand reconnaissent-ils une maladie professionnelle ? Quand tu donnes un

bon bakchich. Sans cela, ce n'est pas la peine d'essayer.

* Tu as décrit divers aspects du travail de mineur de fonds aujourd'hui, raconté comment les travailleurs ont toujours essayé de se défendre face au despotisme. Mais, dans le cadre de ce processus de travail, n'y aurait-il pas des activités d'un type différent, plus rationnel, ou plutôt rompant avec cette rationalisation hiérarchique, bureaucratique ?

Bien sûr qu'il y a de tels cas. J'ai mentionné comment cela se passe d'habitude quand il y a une panne, la panique organisée par l'encadrement. Mais il arrive qu'un porion soit intelligent, qu'il ait de l'expérience. Il aura alors caché les principales pièces de rechange quelque part, il choisira un ou deux gars — autant qu'il est nécessaire — et la panne est réparée immédiatement. Le hic, c'est que le porion qui agit de la sorte doit s'en cacher, car s'il s'avérait qu'il travaille ainsi, il perdrait immédiatement sa place.

Pourtant rien ne devrait s'opposer à ce que les magasins des principales pièces de rechange, celles dont on a le plus souvent besoin — et chaque ouvrier expérimenté pourrait te dire de quelles pièces il s'agit — soient en bas, accessibles à tous ceux qui peuvent en avoir besoin. Rien ne devrait s'y opposer, mais il faudrait alors traiter l'ouvrier autrement, pas comme un outil incapable de penser, pas comme un ennemi qui ne cherche qu'à nuire au bon déroulement du travail.

Dans les mines, il est quotidien qu'un camarade dise à l'autre : « Ecoute, ici le racloir est trop lâche, accroches-y un poids, car autrement tu auras un boulot de fou », ou quelque chose de similaire. Le problème est réglé sans que l'encadrement s'en mêle. Mais ils n'acceptent pas cela : plus le chef est haut placé, plus il fait du bruit pour chaque connerie, l'inscrit dans les registres, engueule le porion de poste, celui-ci les autres porions, ces derniers les surveillants, et les surveillants font passer leur dépit sur le dos des gars. Souvent, le problème a déjà été réglé depuis longtemps par les gars eux-mêmes, mais il faut que le système digère le problème. Tant qu'il ne l'a pas digéré, enregistré, estampillé, il traînera, même s'il a perdu depuis des lustres son actualité.

Il en va de même avec le temps de travail : la seule chose qui préoccupe l'encadrement, c'est que tu ne sois pas hors de chez toi plus de douze heures de suite, car si tu dépasses ce temps, on doit te verser une indemnité — c'est le règlement. Mais le reste, le fait que tu perdes ton temps, cela ne les intéresse

pas. Chaque mine a ses lignes de transport des personnels. Les gens finissent le boulot par exemple à 14 heures. Un quart d'heure ou vingt minutes plus tard, ils sont déjà dans les bus et attendent. Mais le bus, même plein, attend 15 heures.

Solidarnosc avait obtenu que les bus partent dès qu'ils sont pleins. Après le coup d'Etat, quelqu'un a décidé que c'était trop bien pour les prolos, et ils ont rétabli l'ancien système. Les gens se fatiguent, s'énervent. En fin de compte, cela ne peut pas ne pas influencer sur la production, mais la bureaucratie s'en fout. Il en va de même au fond : quand quelqu'un y a travaillé quelques années, il se rend bien compte qu'il perd la moitié de son temps de travail de façon non productive. Au lieu de s'occuper de cela, chercher à réduire ce temps gaspillé — et chacun sait que tu ne peux pas dépasser tes possibilités, surtout dans la mine, où le travail est dur, le taux d'oxygène dans l'air beaucoup plus faible —, ils tentent de prolonger le temps de travail. Ils lancent des slogans : « Plus de travail, meilleur salaire ! », bien que chaque mineur sache que s'il travaille plus longtemps, il sera moins productif et qu'en fin de compte cela ne pourra pas conduire à augmenter la production.

En 1981, si je me souviens bien, Solidarnosc avait proposé de modifier l'organisation du travail en introduisant une quatrième équipe de façon à augmenter la production et à réduire le gaspillage en éliminant les temps morts. Bien sûr, cela fut refusé par la bureaucratie. Et si on employait de façon productive tous ces surveillants, ces pseudo-mineurs qui sont inscrits au fond mais qui font quelque chose à la surface « pour monsieur l'ingénieur » ou autre directeur, alors on pourrait réduire le temps de travail pour tous et augmenter la production en même temps. Et cela est vrai aussi pour d'autres branches, pas seulement pour les mines.

Si l'économie polonaise était régie par les principes d'autogestion, de compréhension mutuelle, de coopération ; si elle était fondée sur cette volonté de créer que chaque être humain a en soi, alors — j'en suis persuadé — la productivité serait telle qu'on ne pourrait même pas comparer avec la situation actuelle. C'est une connerie de dire que pour sortir de la crise, il faut augmenter le temps du travail, limiter les congés de maladie, etc. (les bureaucrates ont encore mille et une idées de la même veine !). Là n'est pas la solution.

Avec les mêmes coûts, en employant la créativité des travailleurs, on peut sortir de la crise, et vite. Mais pour cela, il faut

mettre fin à ce système dans lequel l'ouvrier est bridé comme une bête, tenu en laisse et sanctionné chaque fois qu'il fait preuve d'initiative.

Chaque travailleur est prêt à renoncer à quelque chose, un an ou deux, mais à condition d'avoir conscience que grâce à ces sacrifices, il connaîtra plus tard une amélioration. Mais si celle-ci ne doit pas aller à ceux qui font preuve de renoncement, alors à quoi cela sert-il ? Dans ce cas, nous attendrons... Il est inadmissible que moi, je me crève, alors qu'eux se chauffent les fesses et viennent quand tout est prêt. Prends un exemple : après la dernière guerre, nous étions beaucoup plus arriérés, le pays était détruit, l'industrie ruinée. Et de cette crise, plus grave que celle d'aujourd'hui, on a pu sortir. Pourquoi ? Parce que les gens croyaient (c'était peut-être des illusions, mais là n'est pas le problème) que tout serait meilleur, plus juste. Alors on a retroussé les manches et on a bossé, parce qu'on pensait que c'est utile, que notre effort ne serait pas perdu. Et aujourd'hui ? Chacun sait que cette bande s'appropriera tous les fruits de notre effort, qu'elle les gaspillera. Alors je pose la question : pourquoi faire des efforts ?

**Jastrzebie Zdroj, automne 1984.
(traduit d'*Inprekor* polonais n° 17,
hiver 1985).**

Les salaires des mineurs

Qu'est-ce qui fait courir les mineurs polonais, pourrait-on se demander à la lecture de l'interview qui précède ? Conditions de travail, poids de la hiérarchie, danger enfin : la condition de mineur n'est pas particulièrement enviable en Pologne. Pourtant, les directions n'ont aucun mal à recruter de nouveaux travailleurs pour remplacer ceux qui partent — licenciés pour avoir tenu tête à l'encadrement ou tout simplement brisés par ce travail extrêmement dur. Car peu de mineurs travaillant au fond peuvent se prévaloir de dix ou quinze ans d'ancienneté.

Il y a d'abord le revenu. En 1982, 61,3 % des ouvriers employés dans les mines gagnaient plus de vingt mille zlotys par mois, contre 9,2 % seulement de l'ensemble des ouvriers polonais¹. Le revenu mensuel moyen des 10 % d'ouvriers mineurs les mieux payés était de 34 644 zlotys (41 373 zlotys pour le personnel non ouvrier des mines), alors que sur l'ensemble de la population ouvrière les 10 % les mieux payés ne gagnaient en moyenne que 19 450 zlotys. En 1982 toujours, le salaire moyen mensuel d'un ouvrier mineur était de 25 022 zlotys (celui d'un ingénieur ou technicien se montant à 33 431 zlotys dans cette branche) alors que la moyenne mensuelle de salaire des ouvriers toutes catégories confondues s'élevait alors à 12 376 zlotys, et que, dans la principale région minière — le département de Katowice — le salaire mensuel moyen d'un ouvrier était de 18 843 zlotys. Ces différences ne sont pas nouvelles : ainsi en 1976, un mineur gagnait en moyenne 7 236 zlotys par mois (9 256 pour la catégorie des ingénieurs et

techniciens) quand le salaire mensuel moyen d'un ouvrier industriel était de 4 168 zlotys.

Notons enfin que l'augmentation du salaire moyen des mineurs était plus rapide, en 1982, que celle des autres catégories ouvrières (mais plus lente que l'inflation) : l'indice des salaires ouvriers (toutes catégories confondues) s'est élevé à 156,4 (base 100 en 1981), à 173,1 pour les ouvriers employés dans l'industrie minière, alors que l'indice des prix à la consommation grimpeait à 209,4 (262,8 pour les seuls produits alimentaires).

Un autre élément doit être pris en compte pour comprendre les hauts revenus des mineurs : celui du temps de travail. Alors qu'un ouvrier type a travaillé en 1982 en moyenne 1 809 heures (en 1976, 1 903 heures), dans l'industrie de la houille le nombre d'heures travaillées en moyenne était de 2 012 heures — c'est-à-dire 11,2 % de plus (en 1976, 1 959 heures, c'est-à-dire 3 % de plus). Il en va de même pour les heures supplémentaires, bien que la différence soit encore plus criante : un ouvrier type en 1982 a effectué 112 heures supplémentaires (en 1976, 78,5 heures), un mineur moyen 353 heures supplémentaires, c'est-à-dire 215 % de plus (en 1976, 171,5 heures, c'est-à-dire 118 % de plus).

Les mineurs de fond sont astreints à faire des heures supplémentaires, en particulier les samedis et les dimanches. L'astreinte administrative est forte, mais plus encore l'astreinte économique : en moyenne, le mineur double son salaire en travaillant le samedi et le dimanche. De plus, les sommes perçues durant le week-end sont inscrites sur un livret spécial

et les mineurs peuvent acheter, jusqu'à la concurrence de ces sommes, des biens de consommation déficitaires — électro-ménager, hi-fi, meubles, etc., dans des magasins spéciaux.

L'ensemble de ces raisons fait que nombre de jeunes à la recherche d'un premier emploi s'orientent vers les mines de charbon dans l'espoir de se constituer un pécule qui leur permette de démarrer la vie indépendante. Hébergés dans des foyers délabrés, ils sont prêts à travailler durant plusieurs week-ends de suite, se gardant une fois par mois ou une fois tous les deux mois une « permission » de deux ou trois jours.

Bien que ce type de travailleur ne constitue qu'une fraction de l'ensemble des mineurs — encore que leur poids relatif ait augmenté durant les dernières années — leur existence même accroît les capacités des directions d'imposer une contrainte au travail plus grande que dans les autres secteurs industriels.

Toutes ces réserves faites, il n'en reste pas moins que la description de la condition ouvrière des mines correspond à celle — moins drastique mais obéissant aux mêmes règles — des ouvriers polonais en général. Cela ressort clairement des témoignages de militants de Solidarnosc qui ont été licenciés des mines et ont, depuis, retrouvé un travail dans d'autres entreprises.

Cyril Smuga

1. Tous ces chiffres proviennent des publications officielles de l'Office central de statistiques (GUS) : *Rocznik statystyczny 1977*, *Rocznik statystyczny 1983* et *Rocznik statystyczny przemyslu 1983*.

En juillet

Critique communiste numéro spécial été Crise et tiers monde

- Amérique latine
- Afrique
- Asie
- Chine
- Afghanistan

Kafka, miroir de Khrouchtchev

Alain BROSSAT

Quand les chars du Pacte de Varsovie pénétrèrent à Prague, en août 1968, commença la traque à la « contre-révolution ». Les normalisateurs tchèques dénoncèrent le premier signal de celle-ci dans la réhabilitation de Kafka, cinq ans plus tôt, lors de la conférence de Liblice. C'est à travers les Actes, très politiques, de cette conférence, qu'Alain Brossat nous invite à voyager.

LES révolutions s'annoncent rarement par des événements aussi majestueux que la prise de la Bastille. Elles commencent souvent dans le détail inopiné ou l'anecdote, comme en mars 1968, avec un graffiti sur un mur de la faculté de Nanterre, et il y a loin de la « cause » aux effets. Dans le 1985¹ de György Dalos, suite burlesque au 1984 de George Orwell imaginée par un citoyen du socialisme réel, le séisme politique qui va secouer l'Océania trouve son origine insolite dans une discussion de bistrot passionnée sur... « le droit à la tristesse ». Dalos en rajoute-t-il, s'est-il laissé emporter par sa veine satirique ? Nullement. Il n'a fait que porter un regard attentif et quelque peu narquois sur sa société, la fiction ne fait ici que démarquer la réalité.

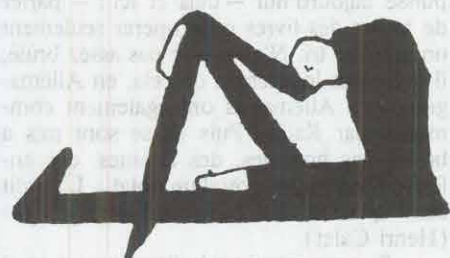
En effet, nous pouvons aussi bien dire que le Printemps de Prague a commencé en 1963 par une discussion passionnée mettant aux prises un quateron d'intellectuels communistes tchèques, est-allemands, polonais, français, autrichiens..., dans le château de Liblice, en Tchécoslovaquie. Objet du débat : Franz Kafka, à l'occasion de son quatre-vingtième anniversaire. Ou plutôt, objet *manifeste* du débat — car il apparaît aussitôt, à la lecture des actes de ce passionnant colloque² que l'objet *latent*, lui, est d'une tout autre envergure : il ne s'agit de rien moins, en effet, que d'une assez chaude empoignade sur le stalinisme et ses séquelles, l'état présent de la société et de la culture socialistes et leurs perspectives. En l'occurrence, nous voyons donc l'auteur de la *Métamorphose* jouer le rôle de miroir, de catalyseur d'une discussion fondamentalement *politique*. Mieux, nous voyons Kafka se transformer en enjeu politique d'une discussion mettant aux prises intellectuels « réformistes » et « conservateurs » dans l'entre-deux-eaux du khrouchtchevisme... Intéressant phénomène de *déplacement* et de *condensation* qui nous incite à apprendre

à décrypter la politique dans d'autres hiéroglyphes que ceux de la langue de bois.

« Littérature noire »

Mais venons-en aux faits. Pendant des décennies, les staliens n'ont prononcé le nom de Kafka que pour exorciser le spectre de la « décadence bourgeoise », pour stigmatiser la littérature « noire » de l'époque impérialiste. Sans faire de détail, ils ont mis son « pessimisme » dans le même sac que le « formalisme » de Joyce ou de Beckett, l'« irrationalisme » fascisant de Jünger ou de Benn, la « pornographie » de Miller ou de Sartre, l'« ésotérisme » de Faulkner — j'en passe et des meilleures. C'était cela le stalinisme dans la culture, non seulement la terreur active contre ceux qu'il avait à sa portée (Babel, Pilniak, Mandelstam...), la calomnie et les procédés d'Inquisition contre les autres (Ehrenbourg : Les surréalistes « mettent en avant... l'onanisme, la pédérastie, le fétichisme, l'exhibitionnisme, et même la sodomie ») mais aussi la terreur *rétroactive* contre les morts, une terreur consistant à « laver » la mémoire culturelle, comme les truands « lavent » leur argent sale dans les casinos, en banalisant l'insulte contre des auteurs dont les écrits sont non seulement ignorés, mais criminalisés — jusqu'en 1965, pas un seul récit de Kafka n'a été publié en URSS et dans son propre pays, ses livres ont disparu des librairies et des bibliothèques après 1948.

En 1946, alors que le souvenir des autodafes nazis était encore présent dans toutes les mémoires, *Action*³, hebdomadaire culturel contrôlé par le PCF, publiait une enquête élégamment intitulée : « Faut-il brûler Kafka ? » Pierre Fauchery, animateur de ce journal, proposait alors à quelques dizaines d'écrivains le questionnaire sui-



Ce dessin, comme ceux qui suivent, est de Kafka.

1. György Dalos : 1985 (*La Découverte*, 1984).
2. Franz Kafka aus Prager Sicht (*Voltaire Verlag*, 1966).
3. *Action*, juin 1946.

« 1. Dans quelle mesure jugez-vous que les impératifs sociaux et politiques doivent régir les formes et les thèmes de l'œuvre littéraire ? Etes-vous d'avis que l'écrivain peut dire ce qu'il lui plaît, sans autre souci que la qualité artistique de son œuvre ? »

« 2. Que pensez-vous de la "littérature noire" ? La jugez-vous moralement nocive et socialement réactionnaire ? La condamnez-vous en bloc ou croyez-vous qu'il faille y distinguer plusieurs variétés plus ou moins justifiables ? »

« 3. Pensez-vous que la littérature de notre temps doive être une littérature "optimiste" ? Dans quel sens entendez-vous ce mot ? »

Le ton grossièrement jdanovien de cet interrogatoire valut à son auteur et à ceux qui l'avaient inspiré une fameuse volée de bois vert de la part des écrivains consultés. Voici un échantillon de leurs réponses :

« L'écrivain n'a pas à servir un parti... Il n'a à être ni optimiste, ni pessimiste » (Julien Benda).

« La littérature optimiste est comme le bonheur : c'est quand on la cherche qu'on ne la trouve pas » (Jean Paulhan).

« Quant à brûler Kafka, je ne vois jusqu'à présent que les hitlériens pour y avoir songé » (Michel Leyris).

« Optimiste ? Singulière question. Les Evangiles vous semblent-ils optimistes ou pessimistes ? » (Joe Bousquet).

« Un peu surpris tout de même que l'on puisse aujourd'hui — déjà et ici ! — parler de brûler des livres ou d'opérer seulement un premier tri. N'en a-t-on pas assez brûlé, il n'y a pas longtemps de cela, en Allemagne ? Les Allemands ont également commencé par Kafka. Puis ils se sont mis à brûler des hommes, des femmes, des enfants. D'abord on prend un doigt... L'on dit aussi qu'il ne faut pas jouer avec le feu » (Henri Calet).

« Si vous méprisez la littérature, à quoi bon attendre d'elle quoi que ce soit ? » (Gaétan Picon).

« On ne brûle pas les livres, même en pensée... On finirait par décider que les pessimistes porteront une étoile bleue ou verte ou jaune... » (Ilia Ehrenbourg, sur le chemin du repentir).

« En ce qui concerne la "Littérature noire", je constate que toute la littérature moderne est noire et contient, si l'on veut, un poison » (Maurice Merleau-Ponty).

« En résumé, je pense qu'il conviendrait de brûler Kafka ou, du moins, de permettre la lecture de ses ouvrages aux seuls esprits avertis que la fermeté de leur vocation mettra à l'abri de toute faiblesse et la nature de leur charge dans l'obligation de tout connaître. Car les œuvres de cet auteur comptent parmi les plus décourageantes qui soient, par la peinture qu'elles font d'un monde mécanique et absurde, ou rien n'a de sens, ni la raison ni l'effort. En outre, il est à craindre que de méchants esprits ne s'avisent un jour de prétendre (à tort, mais le mal sera fait) que Kafka, dans les juges mystérieux du *Procès*, dans les fonctionnaires invisibles du *Château*, aux décisions inattendues, irrévocables, incompréhensibles mais indiscutables et, pour tout dire, transcendantes, n'a pas décrit autre chose

que le Parti communiste » (Roger Caillois, pince sans rire).

Rappelons pour mémoire qu'à l'époque nombre des auteurs de ces réponses indignées se considéraient comme des compagnons de route du mouvement communiste.

Outre l'inquiétant Fauchery (« L'œuvre de Kafka exprime, de façon contagieuse, un certain état de décomposition sociale, et en décrivant des états de conscience manifestement morbides, elle risque de les éveiller, ou de les confirmer, chez le lecteur. »), il ne se trouva que deux plumes serviles pour bayer dans le sens du courant : celle de Claude Morgan — que l'on retrouve quelques années plus tard, lors du fameux procès Kravchenko, au premier rang des chiens de gardes acharnés à nier l'existence des camps de concentration en URSS — et celle de Jean Fréville, le discret auteur du *Fils du peuple* de Thorez.

« La qualité artistique n'est pas tout pour l'écrivain qui met son talent au service de l'homme... La littérature noire, de l'angoisse et du désespoir, est liée à l'effondrement d'une classe, celle (sic) de la bourgeoisie. C'est la littérature d'un monde condamné. Je pense qu'elle est particulièrement nuisible, à un moment où les peuples s'efforcent de renaître, de reconstruire, de créer pour la majorité des hommes des conditions de vie plus humaines » (Claude Morgan).

«... La littérature noire nous englué dans des marais pestilentiels et un univers délirant. Dans le combat décisif où nous sommes engagés, le devoir de l'écrivain consiste à hâter les transformations nécessaires et inévitables. Toute littérature d'évasion ou de désespoir se ramène, de nos jours, à une désertion ou plutôt une trahison » (Jean Fréville).

Mots dum-dum

C'est ainsi, donc, que nos petits Jdanov fusillaient les morts et les vivants, en 1946, avec des mots en forme de balles dum-dum (le temps des mots-tocsins était depuis longtemps révolu), instruisaient pour l'homme de Prague au petit chapeau rond un procès de Moscou sur mesure, double plagiat indigent — et des vrais procès mis en scène par la troupe Staline-Vichinsky, et de l'œuvre même de l'écrivain. Mais du coup, en insultant sa mémoire et en mettant ses livres à l'index, ils lui rendaient étourdiement et rendaient à ses lecteurs potentiels un signalé service : ils faisaient apparaître l'enjeu politique de la lecture de Kafka, ils mettaient en relief, au fil de leurs oukases et de leurs lapsus, la portée politique de son œuvre. Leurs réactions démontraient en vérité que l'auteur du *Procès* et du *Château* les grattait précisément là où cela les démangeait : ce n'était évidemment pas le philosophe de l'Absurde et le poète de l'angoisse existentielle (selon l'interprétation de Camus) ni le chercheur de Dieu, l'homme de la Justice et de la Grâce (selon l'interprétation de Brod), ni le metteur en scène littéraire de l'+dipe (selon Marthe Robert et bien d'autres) qui les gênait

— mais bien l'éternel protestataire contre une société où les rapports entre les hommes, entre les individus et l'autorité sont devenus opaques, où, comme le rappelait narquoisement Caillois l'activité et les décisions de « ceux d'en haut » (ceux du *Château*, ou bien ceux des greniers où s'exerce une Justice douteuse) sont devenus une énigme, un hiéroglyphe pour le commun des mortels, pour le premier Joseph K. venu... D'où l'exorcisme inlassable des effets d'actualité possibles de cette œuvre :

« Le monde de Kafka, le monde des décisions absurdes, de la servitude sans espoir, il n'est pas difficile de le reconnaître : c'est le monde capitaliste. Et pour peu qu'on ait eu avec la civilisation nazie des contacts plus proches que monsieur Caillois, on ne s'étonne point que D. Rousset ait décelé une qualité "kafkaïenne" dans l'univers concentrationnaire » (Pierre Fauchery).

Pas besoin d'être grand clerc pour comprendre ce que le stalinien s'efforce ici d'exorciser aussi fébrilement : la fonction d'anticipation polémique de l'œuvre de Kafka vis-à-vis d'un autre « monde des décisions absurdes, de la servitude sans espoir », d'un autre « univers concentrationnaire » — celui de la « patrie du socialisme ».

Une véritable réhabilitation

La discussion sur Kafka qui prend corps au début des années soixante dans les pays de l'Est et parmi l'intelligentsia communiste occidentale confirme pleinement cet efficace politique et cette fonction de miroir polémique de son œuvre. On suit, au fil de ce débat, tous les déchirements, les paradoxes et les ambiguïtés du khrouchtchevisme. Par Kafka interposé, c'est de l'extension et des limites, du sens et de la portée de la déstalinisation que l'on parle. La forme même de cette discussion est éloquent : c'est une véritable *réhabilitation* de Kafka, au sens politique du terme, au sens où se trouvent réhabilités à la même époque des milliers d'anciens zeks et de vieux bolcheviks, qu'entreprennent alors des khrouchtcheviens « radicaux » comme Ernst Fischer⁴, Edouard Goldstücker⁵ et, d'une manière plus ambiguë, Roger Garaudy. Ce n'est pas non plus par hasard que les avocats les plus notoires de Kafka dans le mouvement communiste sont, alors, des personnages politiques et non pas des écrivains ou des fonctionnaires culturels. On le verra, c'est avec une argumentation intégralement politique que Sartre, installé alors dans son statut de compagnon de route, poussera dans le même sens. Et c'est également avec des arguments politiques que les khrouchtcheviens réticents ou circonspects — notamment les kaskologues est-allemands ou encore les germanistes de la *Nouvelle Critique* française s'efforceront de modérer ce processus de légitimation de Kafka par le monde communiste, de retarder

der les effets de cette débâcle du jdanovisme... et du lukacsisme. C'est qu'ils mesureraient parfaitement les enjeux de cette bataille « culturelle » au même titre que Khrouchtchev et les siens mesureraient les enjeux d'une éventuelle réhabilitation de Boukharine ou de Trotsky... et refusaient de l'envisager pour cette raison précisément.

Voyons maintenant les lignes de force selon lesquelles se déploie l'offensive des partisans de la réhabilitation de Kafka et de son « accueil » dans le giron de la culture communiste.

Premier argument, directement polémique : Kafka a été l'une des innombrables victimes de la période dite du « culte de la personnalité ». C'est une faute qu'il convient de racheter et pour laquelle il faut faire amende honorable. Parler librement et au besoin contradictoirement de Kafka dans une assemblée de distingués kaskologues est bel et bon, mais cela n'a de sens que si le public est en mesure, lui aussi, d'exercer son jugement. Donc, il faut, avant tout, publier Kafka, dans tous les pays de l'Est, rattraper le temps perdu. Fini le temps où l'on critiquait, assassinait des écrivains et des œuvres, sans que le public n'ait le moyen de juger sur pièces. Assez du paternalisme culturel et de la censure, les citoyens du socialisme réel sont majeurs et alphabétisés — s'il suffit d'un œuvre « noire » pour les « démoraliser », c'est qu'il y a quelque chose de pourri au royaume de Khrouchtchev, Novotny, Kadar et Gomulka.

« Kafka a été chez nous victime de ce que l'on appelle les conséquences du culte de la personnalité. On comptait, au nombre de ces conséquences, une tendance dangereuse et simplificatrice à voir le monde en noir et blanc, ainsi que des doutes concernant la force de l'idée socialiste et, de ce fait, la substitution de mesures administratives à la discussion » (Eduard Goldstücker).

«... Certains ont même affirmé qu'il était nécessaire de défendre Kafka contre la critique bourgeoise, mais ils ont oublié de dire que pendant des années, après la dernière guerre mondiale, nous n'avons pas écrit un mot sur Kafka, que nous l'avons passé sous silence. Nombreux sont ceux qui nous ont exhortés à lire Kafka raisonnablement — mais comment diable peut-on lire un poète raisonnablement ? A mon avis, ce qu'il faut, c'est le lire et, avant tout, le publier. Enfin, on s'est souvenu de ce que Brecht a dit de Kafka, on a cité Brecht pour et contre Kafka, oubliant par la même occasion que les avis sur Brecht, son œuvre et son théâtre épique ont été longtemps partagés, que ce grand écrivain n'a pas toujours été "in odore sanctitatis" ; mais voici qu'on peut déjà le citer contre Kafka » (Roman Karst)⁶.

« Dans le monde où tant de divergences s'affrontent, non seulement diverses méthodes artistiques mais aussi diverses positions sociales et individuelles sont indispensables. A raison on publie de nouveau dans les pays socialistes les œuvres d'écrivains comme Kleist et Dostoïevski. Refuser à

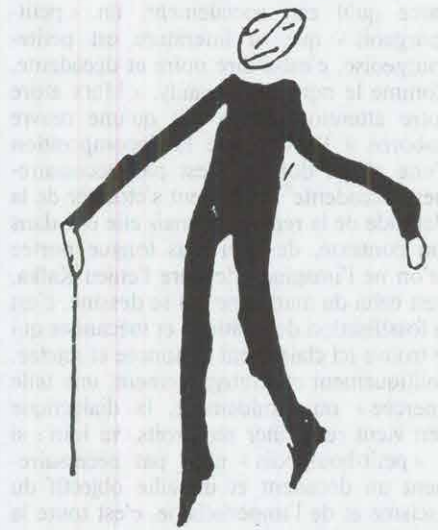
Kafka la possibilité qu'on donne aux autres me paraît absurde. Nous devons espérer que ce colloque aidera à arracher Kafka à la zone de la guerre froide (c'est moi qui souligne, A. B.), qu'il aidera à ce que son œuvre ne soit plus réservée uniquement aux commentateurs, mais qu'elle puisse arriver entre les mains des lecteurs socialistes.

« Je fais appel au monde socialiste : faites revenir l'œuvre de Kafka de son exil volontaire ! Donnez-lui un visa permanent à durée illimitée ! » (Ernst Fischer).

Décadent ?

La seconde ligne de défense — décisive — de l'idéologie jdanovienne qu'enfoncent les avocats de Kafka est celle de la « littérature décadente ». Il faut se souvenir que, dans un essai écrit quelques années auparavant (après la mort de Staline) et éloquentement intitulé *Franz Kafka ou Thomas Mann ?*⁷, Lukacs continue de placer ce concept au centre de sa réflexion sur l'œuvre d'art contemporaine. Pour lui, l'œuvre de Kafka reflète un monde « conçu comme l'allégorie d'un Néant transcendant », elle est, comme celle de Beckett ou de Camus, dépourvue de « mobilité » et de « perspective » historique... « Franz Kafka est l'exemple classique de l'homme qui s'immobilise dans une peur panique et aveugle de la réalité effective » et « cette manière de rester inerte, en proie à une angoisse panique considérée comme l'expérience vécue originelle de l'homme actuel implique que l'écrivain, en face de la vie contemporaine, adopte — consciemment ou non, peu importe — une attitude immédiate et non critique. » Allant un peu plus loin, Lukacs se demande si « le sentiment de perte », « le désespoir », « l'angoisse » qui se donnent libre cours dans les œuvres d'auteurs comme Kafka ne permettent pas « aux propagandes du fascisme et de la guerre froide d'exercer leur plein effet ». Et de conclure sommairement : « Franz Kafka ou Thomas Mann ? Une décadence artistiquement intéressante ou un réalisme critique vrai comme la vie ? »

Dans ce texte, on le voit, la matrice de la pensée lukacsienne demeure fondamentalement stalinienne : réalisme critique d'un côté, fondé sur une perspective « historique » et donc objectivement progressiste, réalisme métaphysique ou abstraction formaliste de l'autre, intégralement pénétrés de l'esprit de la décadence. Dans la préface à l'ouvrage contenant l'essai sur Kafka et Mann, écrite après les événements de 1956 en Hongrie, Lukacs essaie de faire passer ce dogmatisme sur le compte de la nécessaire prudence à une époque où régnaient encore les théories jdanoviennes... Mais sur le fond, il persiste et signe en stigmatisant « la naissance d'un révisionnisme qui rejette toute la critique marxiste de la décadence, qui récuse le principe même du réalisme socialiste et ne le considère que comme un obstacle à l'épanouissement et au progrès de la littérature ».



4. Ernst Fischer (1899-1972), dirigeant communiste autrichien, écrivain.

5. Eduard Goldstücker : germaniste, professeur à l'université Saint-Charles de Prague. A joué un rôle important dans le courant « réformateur » du Printemps de Prague en sa qualité de président de l'Association des écrivains tchèques.

6. Roman Karst : critique littéraire, rédacteur en chef adjoint de la revue littéraire Tworczosc.

7. Georg Lukacs : la Signification présente du réalisme critique (Gallimard, 1960).

Les avocats de Kafka au séminaire de Liblice, eux, n'ont ni de ces prudences, ni de ces inhibitions « théoriques ». Pour eux, le recours au concept de la décadence dans l'analyse des œuvres d'art a inévitablement un parfum de dogmatisme stalinien dont il convient de se détourner :

« Nous ne pouvons pas condamner en les rassemblant dans le concept sommaire, fourre-tout et indéfini de "décadence" tous les courants artistiques qui se fondent sur d'autres prémisses que les nôtres et créent des œuvres dans cet esprit, qui vont à l'encontre de notre méthode et de notre esprit » (Eduard Goldstücker).

Derrière ce rejet du dogmatisme se profile un autre concept de l'art, de la culture, du rapport entre l'art et la politique, un autre concept de la création culturelle, de la responsabilité de l'artiste et surtout, peut-être, un autre système de valeurs politiques et culturelles — en totale rupture avec le système des représentations staliniennes. D'une part, notent plusieurs orateurs, si l'on veut commencer à travailler sérieusement sur l'œuvre de Kafka, il faut renoncer au « sociologisme vulgaire » : ce n'est pas parce qu'il est, socialement, un « petit-bourgeois » que sa littérature est petite-bourgeoise, c'est-à-dire noire et décadente. Comme le rappelle Garaudy, « Marx attire notre attention sur le fait qu'une œuvre élaborée à l'époque de la décomposition d'une classe donnée n'est pas nécessairement décadente⁸ ». On peut s'étonner de la platitude de la remarque, mais elle est, dans son contexte, de bien plus longue portée qu'on ne l'imagine : derrière l'enjeu Kafka, c'est celui du marxisme qui se dessine, c'est sa fossilisation dogmatique et mécaniste qui se trouve ici clairement dénoncée et rejetée. Politiquement et stratégiquement, une telle « percée » où, timidement, la dialectique s'en vient réaffirmer ses droits, va loin : si le « petit-bourgeois » n'est pas nécessairement un décadent et un allié objectif du fascisme et de l'impérialisme, c'est toute la politique d'alliances sociales et politiques du prolétariat avec les « classes moyennes » qui va pouvoir être repensée et c'est tout le rapport du marxisme à la culture voire à la science « bourgeoises » qui va pouvoir être réévalué, sous les auspices de l'esprit « d'ouverture ». Ce précisément à quoi s'emploient, en ce début des années soixante, les futurs ténors de l'eurocommunisme.

Ensuite, remarque Ernst Fischer, les critères prévalant dans l'appréciation du discours politique n'ont pas à être transposés sans médiations sur le terrain de la culture. Il est absurde de reprocher à Kafka son peu d'« optimisme ». La création littéraire obéit à des règles spécifiques. L'art n'a pas à être politiquement aligné : « L'écrivain n'est pas tenu de proposer des mots d'ordre. Ses points d'interrogation sont souvent plus riches de contenu que des points d'exclamation trop fréquents et imprimés en caractère trop gras. » Nouvelle évidence pour le public contemporain, même marxiste, même communiste, mais qui, à l'époque, tire sa formidable vertu polémique de ne rien signifier de moins que l'adieu au réalisme socialiste... L'art n'a

pas, au premier chef, à être utile et vrai au sens de la fidélité à l'enveloppe extérieure du réel, il a à être fort, c'est-à-dire expressif, et vrai au sens de la fidélité au mouvement profond et contradictoire du réel. Le réalisme socialiste simplifiait et enjolivait la réalité, il gommait les contradictions. L'art authentique rend compte de la complexité et des tensions du réel : « Nous n'avons pas besoin, bien entendu, dit Paul Reimann⁹, l'un des initiateurs du colloque, d'une littérature qui voile les contradictions réelles de la vie, nous avons besoin d'une littérature qui donne aussi accès aux contradictions complexes qui se jouent à l'intérieur de l'homme. Sur ce plan, nous pouvons apprendre de Kafka... »

Retour du marxisme

Au fil de cet inlassable travail de déconstruction de l'édifice du dogmatisme stalinien, nous voyons resurgir progressivement quelques-unes des catégories majeures du marxisme vivant : un concept de la totalité sociale perçue comme un ensemble de rapports articulés, traversée par des contradictions ; une notion du mouvement historique ; un concept de la conscience ou de l'« intériorité » humaine dialectiquement articulée avec les conditions externes — et non simple reflet de cet état du monde... Du coup, ce sont les canons mêmes du *réalisme* en art que s'attachent à réviser les partisans les plus déterminés de Kafka. Tout grand art est réaliste en ce sens qu'il rend profondément et expressivement compte d'une réalité contradictoire, note en substance Garaudy — « Un écrivain peut par exemple sentir tel ou tel aspect de l'aliénation, l'exprimer très bien, sans pour autant en découvrir les causes et les moyens de le surmonter — et être pourtant un grand écrivain ». Le *réalisme* ne se rattache pas nécessairement à un style donné, il n'exclut pas la déconstruction des formes données, comme chez Picasso, ou le recours au mythe, comme chez Kafka. L'optimisme historique, la présence de héros positifs ne sont pas davantage des critères du vrai réalisme : Kafka est un grand réaliste pour autant qu'il décrit avec profondeur les formes de l'aliénation capitaliste, « il n'est ni un optimiste, ni un pessimiste, mais un homme qui cherche le bonheur... Il dévoile un drame sans en voir la solution », conclut Garaudy.

Mais c'est encore une fois Ernest Fischer qui va le plus loin dans cette entreprise de réévaluation et de réhabilitation de la méthode marxiste : en soulignant que « la réalité est le jamais-fini, l'inachevé, l'amplement ouvert — non pas un état des choses immobile, mais un processus » ; en mettant en relief la dialectique de l'intérieur et de l'extérieur comme moment fondamental de l'art — « Est-ce que la manière diverse dont le monde extérieur devient expérience vécue n'est pas un facteur important de la réalité ? » —, en introduisant la notion de *condensation* dans le discours sur l'œuvre d'art, lorsqu'il évoque la « capacité de l'artiste à percevoir des détails nouveaux ou ignorés jusqu'alors avec une intensité bouleversante, à assembler ces détails comme

des signes d'une réalité encore cachée », lorsqu'après Walter Benjamin il montre toute l'importance de cet art du *détail* pour l'esthétique moderne.

Comme nous l'avons vu, donc, un sujet peut en cacher un autre et, derrière Kafka, c'est la figure du marxisme dialectique que Fischer s'efforce de réhabiliter, contre le marxisme conservateur des bonzes. Le propre du marxisme dialectique est, entre autres, son aptitude à appliquer dans l'examen de sa propre action ses catégories critiques. Fischer va en faire la preuve sans ambages — et c'est là qu'apparaît toute la portée *politique* de cette bataille autour de Kafka, de cette bataille pour Kafka. Il ne fait pas de doute, argumentent en effet les *kafkologues* est-allemands, que l'auteur du *Château* représente une figure éminente de la littérature contemporaine. Mais fondamentalement, sa pensée et son art tendent à généraliser, universaliser les conflits existants, à les mettre en scène sur le terrain d'une abstraction a-historique, comme le montre son recours incessant aux allégories et aux symboles. En d'autres termes, la perspective de Kafka « éternise » les conditions de son époque, il en perçoit l'inhumanité, mais est incapable d'en concevoir le possible dépassement, sa perspective ne porte pas au-delà de l'horizon de la société de classe. En ce sens, sa pensée se meut dans la sphère du flou et de l'irrationnel : « Désespéré par la déraison de son temps, Kafka perdit la foi en la force de la raison. » (Klaus Hermsdorf). Et de conclure : « A mon avis, l'importance et la fonction productive de Kafka dans la littérature et dans la société résident dans le rôle de ferment, d'aiguillon qu'il joue, nous invitant à surmonter dans la réalité ce qu'il présentait comme insurmontable. Ce qui inclut la tâche suivante : l'historiser (Hermsdorf). « Historiser » Kafka, cela signifie ici en proclamer le dépassement et l'inactualité, en montrer le rattachement à une figure ancienne de l'histoire et de la culture, définitivement révolue à l'heure du socialisme triomphant.

Kafka penseur de l'aliénation

Tout au contraire, proteste Ernst Fischer, Kafka n'appartient pas au passé, Kafka est plus actuel que jamais. C'est que, rappelle-t-il, s'attaquant à un formidable tabou du stalinisme, il est vrai que « l'aliénation de l'homme qu'il (Kafka) a représentée avec une intensité maximale atteint un degré tout à fait sinistre dans le monde capitaliste. Mais aussi bien, elle n'est en rien surmontée dans le monde socialiste (c'est moi qui souligne. AB). La dépasser pas après pas dans le combat contre le dogmatisme et le bureaucratisme, pour la démocratie socialiste, pour l'initiative et la responsabilité est un processus de longue haleine et une tâche éminente... Au lieu de faire fi de lui ou d'avoir peur de lui, on devrait éditer ses livres et susciter ainsi une discussion de haut niveau. » Profession de foi essentielle qu'Eduard Goldstücker ne

que péremptoirement à Ernst Fischer : l'aliénation n'est pas « une catégorie éternelle de l'humain ». On comprendra que la direction du PCF qui fut, elle aussi, si longtemps réticente à monter dans le train de la déstalinisation, ait, pendant un temps, spéculé sur la possibilité d'utiliser Althusser comme un contrepoids théorique à ... Garaudy.

Démilitariser la culture

Il est intéressant de noter ici combien les Tchèques, Ernst Fischer et Roman Karst (discrètement secondés par les intervenants hongrois et yougoslave à la Conférence de Liblice) occupent une position avancée même par rapport à un compagnon de route — non tenu aux obligations de réserve — comme Sartre. Un an auparavant, en effet, celui-ci avait tenu à Moscou¹², devant le Congrès mondial pour le désarmement et la paix, un intéressant discours où il avait été beaucoup question de Kafka. Tout comme Ernst Fischer, Sartre adjurait les Soviétiques de donner à Kafka son visa, de « renoncer à la méfiance », de permettre, en le publiant, que puisse s'exprimer la « vraie universalité » de Kafka et, ce faisant, de contribuer à réhabiliter et restaurer le marxisme : « Le moment historique est tel, aujourd'hui, affirmait-il, que la lutte idéologique consiste pour l'idéologie marxiste à tout prendre, à tout dissoudre en soi, à tout transformer... En d'autres termes, réclamer l'unité de la culture, c'est la réclamer dans ses contradictions vivantes et ce n'est pas, tout au contraire, abandonner la lutte idéologique. » Mais cette invitation à ouvrir les portes à Kafka était entourée chez lui d'une prudence diplomatique dont on ne trouve guère de traces dans le discours des avocats de Kafka à Liblice. Il est vrai, disait Sartre en préambule, que Kafka a été mobilisé à son corps défendant dans la culture de guerre froide de l'Occident, l'absence de ses œuvres en URSS obéissait donc à un « réflexe de défense » bien compréhensible. Mais à l'heure du khrouchtchevisme et de la coexistence pacifique, poursuivait-il en substance, plaçant pour la « démilitarisation de la culture », la société et la culture soviétiques sont assez fortes et sûres d'elles-mêmes pour accueillir Kafka.... Ce n'est pas tout à fait ce que dit, fût-ce entre les lignes, Ernst Fischer : pour lui, la réhabilitation de Kafka est un aspect de la liquidation active et polémique du stalinisme ; l'Est, non seulement peut vivre avec Kafka, mais il a besoin de sa fonction critique par rapport à l'état des choses. Dans une très belle image, il évoque le couple « jumeau » d'hommes en noir qui viennent annoncer à K. (dans *Le Procès*) qu'il est en état d'arrestation, les décrivant comme les « messagers de l'apocalypse » annonciateurs de catastrophes et de séismes dont toute l'œuvre de Kafka porte le pressentiment. Comment ne pas songer alors à ces deux autres « jumeaux de l'Apocalypse » que furent Hitler et Staline, et comment s'étonner que les kfkologues d'Ulbricht aient alors sursauté

sur leur siège et songé que, décidément, les choses allaient trop loin ?

A qui est Kafka ?

Un autre aspect décisif et symptomatique de l'enjeu Kafka, à Liblice, est sa dimension nationale. A l'évidence, la fougue et la flamme avec laquelle les initiateurs tchèques de la conférence (d'origine juive pour un certain nombre et même un nombre certain d'entre eux) plaident pour la réhabilitation de Kafka n'est pas étrangère à certains mécanismes d'identification nationale. Ici encore, le débat latent avec les Allemands de l'Est est intéressant. Notons d'abord que le volume où sont recueillis les actes de la conférence de Liblice est intitulé *Franz Kafka aus Prager Sicht*, soit « Franz Kafka vu de Prague ». Et telle est en effet leur première ambition : contrebattre une image désincarnée, abstraite, lestée d'*a priori* métaphysiques de Kafka et du kfkaisme, le réenraciner dans sa culture pragoise et, en ce sens, se le réappropriier, le réassimiler à leur culture. En lui-même, cet effort de réappropriation revêt des fonctions polémiques multiples. Il s'agit, d'une part, en mettant l'accent sur l'enracinement culturel pragoise de Kafka de montrer que l'étiquette d'« écrivain allemand » lui convient à peu près aussi bien qu'une mitre à un rabbin ; il s'agit ensuite d'affirmer que la tradition culturelle tchèque n'est pas ce que les staliens en ont fait, de dénoncer l'étroitesse chauvine du national-stalinisme tchèque, de faire de Kafka une sorte d'emblème de cette culture composite, multinationale, plurilinguistique, à la fois tchèque, allemande et juive, typique de Prague et que les staliens se sont acharnés à « nationaliser » après 1948 et après, il est vrai, que les nazis eurent fait le plus gros du travail. Il s'agit donc, par Kafka interposé, de renouer avec une tradition culturelle résolument cosmopolite dont les protagonistes étaient aussi bien un Hasek qu'un Kafka, un Rilke qu'un Kafka, un Werfel qu'un Teige... Il est tout à fait significatif, d'ailleurs, que les Tchèques n'aient pas hésité à lancer une invitation à Max Brod, l'ami et l'exécuteur testamentaire de Kafka, à un Brod sioniste, installé en Israël, dont ils contestent par ailleurs vigoureusement l'interprétation religieuse et métaphysique de Kafka et alors même que Paul Reimann définit cette conférence comme une discussion « entre camarades ».

Nous voyons donc Eduard Goldstücker insister sur le fait que les écrivains pragoise de langue allemande, spécifiquement les juifs de langue allemande, issus d'une communauté minoritaire (au début du siècle, Prague compte un demi-million d'habitants dont 30 000 seulement sont de langue et de culture allemande) et vouée à des fonctions économiques spécifiques, sont particulièrement bien placés pour comprendre et sentir « que l'époque du libéralisme bourgeois va irrémédiablement vers sa fin ». Frantisek Kautman¹³, lui, rappelle que Kafka ne s'est jamais senti « membre de la nation allemande », qu'il ne l'a jamais été, que sa « germanité » (*Deutschtum*) « n'a jamais eu un caractère nationaliste ni, *a fortiori*, chauvin ». Kafka, souligne-t-il, vi-

vait dans un milieu où prédominait la culture tchèque, son rapport à la culture tchèque a toujours été positif, il parlait et écrivait le tchèque, s'intéressait à la vie culturelle et politique pragoise, parlait vraisemblablement allemand avec les Allemands et tchèque avec les Tchèques — « tout comme son père dans sa boutique, avec les clients ». De nombreux passages des fameuses *Lettres à Milena*¹⁴ confirment d'ailleurs tout à fait l'analyse de Kautman. L'écrivain Ivo Fleischmann¹⁵ va dans le même sens lorsqu'il affirme : « Kafka n'est pas notre prophète, Kafka est notre poète. » Avec beaucoup de discernement, Norbert Fryd¹⁶ montre, lui, les affinités entre l'art du grotesque chez l'« Allemand » Kafka et le Tchèque Hasek. Paul Reimann enfonce enfin le clou en affirmant : « Bien que Kafka ait écrit en allemand, toute son œuvre se rattache davantage à notre tradition littéraire et culturelle tchécoslovaque qu'à la tradition de l'Allemagne. »

Quel est l'enjeu de cette incessante affirmation d'un « point de vue pragoise » sur Kafka ? D'une part, il s'agit à l'évidence d'une protestation implicite contre l'hétéronomie de la culture tchèque placée sous la coupe de la culture pan-stalinienne, telle que les canons en sont décrétés à Moscou. Ce qui se dit ici sur le terrain de la culture se transpose aisément sur celui de la politique — on le verra suffisamment en 1968, c'est aussi à la lumière du sacrifice « national » de Jan Palach qu'il faut comprendre les propos que nous venons de citer. Le réflexe de réappropriation de Kafka prend un sens d'emblée politique dans l'espace culturel d'une « petite nation ». Kafka lui-même était d'ailleurs parfaitement averti de ce phénomène et les lignes qu'il écrivait à ce propos, évoquant la littérature yiddish de Pologne, sont assez prémonitoires :

« La mémoire d'une petite nation n'est pas plus courte que celle d'une grande, elle travaille donc plus à fond le matériel existant. Il y a certes moins d'emplois pour les spécialistes de l'histoire littéraire, mais la littérature est moins l'affaire de l'histoire littéraire que l'affaire du peuple, et c'est pourquoi elle se trouve, sinon dans des mains pures, du moins en de bonnes mains. Car les exigences que la conscience nationale pose à l'individu dans un petit pays entraînent cette conséquence que chacun doit toujours être prêt à connaître la part de littérature qui lui revient, à la soutenir et à lutter pour elle, à lutter pour elle en tout cas, même s'il ne la connaît ni ne la soutient¹⁷. »

Propos confirmés par l'un des intervenants tchèques au colloque : l'un de ses amis lui a rapporté récemment que son fils venait d'échanger sa mobylette contre un exemplaire... du *Procès* !

Souveraineté

Dans le prolongement de cet effort de réappropriation de Kafka par les intellectuels tchèques, le problème qui se trouve finalement posé est celui de la souveraineté nationale d'un pays socialiste, celui de l'affirmation de sa « voie » spécifique. Appa-

remment, les intellectuels et fonctionnaires culturels tchèques qui ont organisé ce colloque n'ont pas attendu le feu vert de leurs homologues moscovites pour en prendre l'initiative, et ce n'est pas leur faute si ceux-ci n'ont pas répondu à leur invitation. Que leurs collègues est-allemands, mieux alignés sur le Kremlin et ses agences culturelles, professent une autre religion qu'eux en matière de kaskologie ne semble pas les émouvoir outre mesure. L'intervention parfaitement « titiste » de leur collègue yougoslave (en substance : nous, nous n'avons attendu l'autorisation de personne pour publier Kafka, et ce depuis belle lurette !) ne peut, naturellement, que les confirmer que dans cet esprit de souveraineté, de même que l'offensive prestation du Polonais Roman Karst et celle du Hongrois Jenő Krammer annonçant qu'à Budapest Kafka se publie et se lit de plus en plus... Avec Kafka, donc, et sous Kafka, ce n'est donc pas seulement l'épais manteau de glace culturelle qui craque, ce sont aussi les liens de dépendance absolue instaurés dans la période de guerre froide, ce sont les perspectives hérétiques du polycentrisme et de l'eurocommunisme qui se fraient leur chemin.

Cette sorte de surcharge nationale du discours de leurs protagonistes tchèques sur Kafka ne pouvait que faire bondir les Allemands présents à Liblice, d'où leur insistance à définir l'auteur du *Procès* comme « un Allemand de Prague », à mentionner « l'appartenance... allant de soi » de Kafka à la littérature allemande (Klaus Hermsdorf)...

Que dit Kafka ?

Le dernier aspect de cette bataille protéiforme pour Kafka n'est évidemment pas le moins important : quel est, se demandent inlassablement les vingt-huit orateurs intervenant à Liblice, le *sens réel* de l'œuvre de Kafka ? Message d'espoir ou de désespoir ? Chant de combat ou d'abandon ? Plaidoyer pour la Raison ou fuite vers l'irrationnel ?, tels sont quelques-uns des thèmes autour desquels s'organisent leurs interventions.

Deux éléments frappants sont à souligner à ce propos : d'une part, le caractère réellement ouvert et pluraliste de la discussion, portant au-delà même des clivages que nous avons relevés jusqu'à présent ; d'autre part, le rejet par l'ensemble des orateurs de la grille de lecture de la « littérature décadente » pour analyser et juger l'œuvre de Kafka.

Tous les intervenants s'accordent pour constater que le point de départ de l'œuvre de Kafka est le *conflit*, un état profond d'irréconciliation avec le monde, avec son monde (Garaudy : « Chez Kafka, le conflit avec le père n'est qu'un condensé, une extension de la tension sociale. »). Mais les points de vue divergent radicalement dès qu'est abordée la question de l'élaboration du conflit dans l'œuvre littéraire de Kafka. Pour Roman Karst, par exemple, les thèmes

qui y dominent sont ceux de la *protestation* et de la *responsabilité* : « Dans la littérature bourgeoise du XX^e siècle, dit-il, je ne connais pas d'œuvre qui proteste aussi fortement, aussi passionnément, aussi opiniâtrement, aussi douloureusement contre la réalité existante que celle de Kafka. » Ce n'est pas pour rien, poursuit-il, qu'on voit émerger de plus en plus fortement, au fil de cette œuvre, la figure du *rebelle* : si Joseph K. « accepte » le verdict qui le conduit à la mort, tout comme le fils de la célèbre nouvelle (*le Verdict*), l'arpenteur du *Château* (le dernier roman inachevé de Kafka), lui, proteste et se rebelle. Il n'y a donc pas trace d'irrationalisme dans l'œuvre de Kafka, ses « héros » sont sans cesse en quête de *vérité* et leur existence est un combat incessant et nécessaire contre la « non-vérité ». Kafka n'est ni optimiste ni pessimiste, il croit, simplement, en la nécessité du combat, quelle que soit son issue. En ce sens, il est « le poète de l'absolue responsabilité » : « Peut-être les personnages de Kafka sont-ils aussi tragiques parce qu'ils parcourent le monde avec le poids effrayant de la responsabilité sur les épaules... C'est pour nous que ce poète a écrit et souffert. »

Klaus Hermsdorf ne nie pas l'existence d'un sens de la responsabilité chez l'écrivain : dans le texte que nous avons cité plus haut sur la littérature des petits peuples comme dans des nouvelles telles que *Un champion du jeûne* et *Joséphine cantatrice des souris*, il se pose le problème de la responsabilité de l'artiste vis-à-vis de son public et de son peuple. Mais son mode d'expression allégorique l'entraîne en permanence sur la pente de l'universalisation des rapports existants, l'éloigne de l'histoire, l'entraîne vers les sphères de l'absolu, de l'infini, de l'irrationnel — un irrationnel qui se formule comme désespoir. C'est cet « irrationalisme » de Kafka que les marxistes ne peuvent accepter. Sur ce point, il rejoint le Tchèque Paul Reimann qui affirme :

« Au désespoir concernant le présent capitaliste auquel succomba Kafka, nous opposons notre perspective de l'avenir communiste heureux de notre pays. » Ernst Schumacher va dans le même sens que Hermsdorf lorsqu'il incrimine l'« ambiguïté » ou la pluralité de sens de l'œuvre de Kafka. Il y voit l'échec de cette œuvre et souligne qu'à son avis, les socialistes doivent être résolument partisans d'une littérature « dépourvue d'ambiguïté », c'est-à-dire porteuse d'un seul sens.

Ernst Fischer, lui, n'a pas de ces réserves. Pour lui, Kafka est le peintre puissant du négatif de son temps :

« Aucun autre écrivain n'a transposé dans le langage avec une telle intensité ce négatif, l'aliénation totale de l'homme. » Le héros de Kafka n'est pas un personnage romantique en proie à des frissons métaphysiques, mais bien le petit-bourgeois désespéré confronté à l'univers sombre du capitalisme tardif... « Il voudrait être en accord avec la société, s'intégrer positivement à sa vie quotidienne, famille, mariage, profession, mais cela n'est plus possible. La déchirure est incurable. » Plus de trace d'utopie, donc, dans l'œuvre de Kafka,

12. Jean-Paul Sartre : la Démilitarisation de la culture (Situations VII, Gallimard, 1965).

13. Frantisek Kautman : collaborateur de l'Institut pour la littérature tchèque de l'Académie des Sciences tchécoslovaque.

14. Franz Kafka : Lettres à Milena (Gallimard, Idées, 1983).

15. Ivo Fleischmann : écrivain tchèque.

16. Norbert Fryd : écrivain tchèque.

17. Franz Kafka : Journal, 25 décembre 1911 (Le Livre de poche, 1983).

ABONNEMENT A DOMICILE		Nom :	Prénom :	Adresse :	Formule choisie :	Réglement à l'ordre de PEC 2 rue Richard Lenoir 93108 Montreuil Tél : 859 00 80
FRANCE DOM-TOM	ETRANGER					
					500 F	
					450 F	
					160 F	
					150 F	
1 - AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique Communiste + les n° hors série de Critique Communiste						
2 - SIX MOIS D'EXPERIENCE DEL'HEBDO «ROUGE» 6 mois = 24 numéros						
3 - CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numéros						



simplement, une oscillation constante entre la protestation et le sentiment de culpabilité — car « être un homme honnête dans une porcherie sociale s'avère être faute ». Inutile donc de chercher dans l'œuvre de Kafka des lignes de fuite vers une quelconque transcendance, c'est bien dans la réalité d'ici-bas que son œuvre est entièrement immergée, elle accompagne « le cortège funèbre d'un monde de catastrophe », dans l'angoisse et le désespoir. Mais ces sentiments face à ce monde sont en eux-mêmes protestation et appel à la révolte : l'œuvre de Kafka est donc traversée par un mouvement dialectique qui lui confère sa portée subversive :

« Par sa négation totale, par son impitoyable : "Cela ne va pas !", Kafka provoque à la négation de la négation. »

Dans un important article publié la même année par *la Nouvelle Critique*¹⁸, Fischer prolonge et approfondit ces analyses du sentiment de l'aliénation chez Kafka, montrant comment le poète « a vécu dans l'angoisse et la terreur le pouvoir des choses sur l'homme, le déchirement de l'existence entre un "monde extérieur" réifié, aliéné, et le Moi violemment renvoyé à lui-même », mettant en relief le sentiment de la communauté chez Kafka (« Plutôt la pire des communautés que la solitude ! ») et sa prise de parti sans ambiguïté en faveur des opprimés et des humiliés — même si elle s'accompagne d'une « absence totale de confiance dans la force historique de la classe ouvrière ». Insistant sur la nouveauté et la force de sa « description intensive du monde », il conclut : « Des "écrivains bourgeois" tels que Thomas Mann, Robert Musil, Franz Kafka, William Faulkner ont contribué, par leur familiarité avec les problèmes du monde capitaliste, à une époque de grands bouleversements historiques, à la découverte de réalités cachées. Parmi tous ces écrivains non marxistes, Kafka était le plus proche de la classe ouvrière, sans toutefois adopter son point de vue historique. »

Intervenant dans le même sens, Eduard Goldstücker va encore plus loin. Rappelant que Kafka s'intéressait beaucoup plus à la politique qu'on ne l'a longtemps dit, fréquentant notamment des réunions organisées par de petits groupes socialistes ou anarchisants, il s'efforce de montrer que Kafka a recherché de façon assez constante un lien avec la classe ouvrière, qu'un texte comme « Le chauffeur » (le premier chapitre du roman *l'Amérique*) s'inscrit dans la perspective du « socialisme critique utopique », ou encore que dans *le Château*, Kafka s'efforce de poser le problème du *révolutionnaire* sous les dehors de l'arpenteur. Fondamentalement, donc, sa perspective de Kafka est celle d'un humanisme socialisant, d'un intellectuel qui épouse le point de vue de « la classe la plus souffrante », nullement celle d'un « nihilisme ». Il est patent pour Goldstücker qu'à la fin de sa vie, lorsqu'il écrit *le Château*, Kafka a « surmonté son fatalisme ».

Analyse dont s'étonne Helmut Richter : pour lui, on retrouve au contraire dans ce roman « l'atmosphère typique de Kafka, une atmosphère faite d'un sentiment d'im-

passé déprimant et se déploie de la manière la plus ample, au point que tout l'environnement se trouve assimilé à la psychologie du héros imprégnée de désespoir ». Notons pourtant que dans un intéressant article sur *le Procès* publié la même année par *la Nouvelle Critique*, Richter propose une grille de lecture qui, par certains traits, s'apparente à celle d'Ernst Fischer : pour lui, *le Procès* met en scène les tribulations d'un héros aux prises avec les problèmes réels de la vie sociale dans une société dominée par la figure du conflit et de l'oppression. Il note (à propos de la fameuse scène du tribunal) que Kafka veut « montrer que la loi est cachée aux hommes par une organisation monstrueuse et énigmatique et que cette loi ne peut plus être considérée par les hommes eux-mêmes comme une puissance agissante... Dans un monde où la loi a cessé d'être vivante, ce tribunal ne peut apparaître que sous une forme terriblement déformée. » Il n'est pas interdit de voir dans cette remarque, sous une forme certes plus discrète que chez d'autres, une mise en perspective critique de l'œuvre de Kafka vis-à-vis de la société stalinienne... Plus loin, Richter insiste sur le fait que Joseph K. « ne s'accommode pas du caractère contradictoire et arbitraire de l'organisation légale » et qu'il « voudrait savoir la vérité ». En ce sens, *le Procès* est né d'un effort intense pour connaître et maîtriser le réel », il s'inscrit résolument dans une perspective *humaniste*.

Légitimation

On le voit donc, au-delà de l'intensité des polémiques politiques sous-jacentes et des différences d'interprétation quant au contenu de l'œuvre, le processus de légitimation de Kafka entamé par les chercheurs tchèques ne se heurte plus, au début des années soixante, à des objections de principe réelles. C'est Helmut Richter lui-même qui note, d'ailleurs :

« Le caractère absolu de cette recherche (celle de Kafka) de la connaissance et de cette volonté de moraliste détermine le niveau esthétique d'une œuvre qui gardera sa valeur indépendamment du fait que la postérité ne ratifiera pas le jugement que Kafka porte sur l'homme et sur sa propre époque. »

Et puis, en 1965, ce sont les éditions d'Etat soviétiques elles-mêmes qui publient un volume de 600 pages¹⁹ comprenant notamment *le Procès*, *la Métamorphose* et une quarantaine de récits. Dans sa préface à l'ouvrage, il est vrai, Boris Soutchkov « assassine » littéralement Kafka, lui reprochant pêle-mêle de ne pas avoir cru « dans les possibilités créatrices des masses populaires, dans leur capacité à s'élever jusqu'à une création historique consciente d'elle-même », d'inciter l'homme à « supporter patiemment sa détresse », d'être convaincu que « l'homme est sans force devant la vie », etc. Simplement, est portée au crédit de l'homme de Prague « la grande force évocatrice de ses visions » et sa « sincérité ». On peut d'ailleurs parfaitement

imaginer que dans l'ambiance contrastée des années soixante une telle préface ait été, tout simplement, le « prix à payer », la rançon de la publication même du texte de Kafka...

A la trappe !

Comme si besoin était, le cours ultérieur des événements s'est chargé de confirmer la dimension fortement politique de l'enjeu Kafka. Après l'invasion de la Tchécoslovaquie par les troupes du Pacte de Varsovie, des documents tchèques officiels ont indiqué que la réhabilitation de Kafka à Liblice avait été le premier signal de la « contre-révolution ». En même temps que les animateurs du Printemps de Prague prenaient le chemin de l'exil ou de la prison, Kafka se voyait confisquer son visa et son permis de séjour dans son propre pays et contraint, une nouvelle fois, à l'émigration hors de sa propre culture. Si l'on trouve, dans les rues de Prague, quelques plaques indiquant qu'il a vécu ici ou là, si sa tombe, au nouveau cimetière juif de la ville n'est pas surveillée par les miradors, c'est en vain, par contre, que l'on chercherait ses œuvres dans les librairies... Idem en URSS où son nom et son œuvre sont retombés en enfer dans l'ambiance mortifère du brejnevisme.

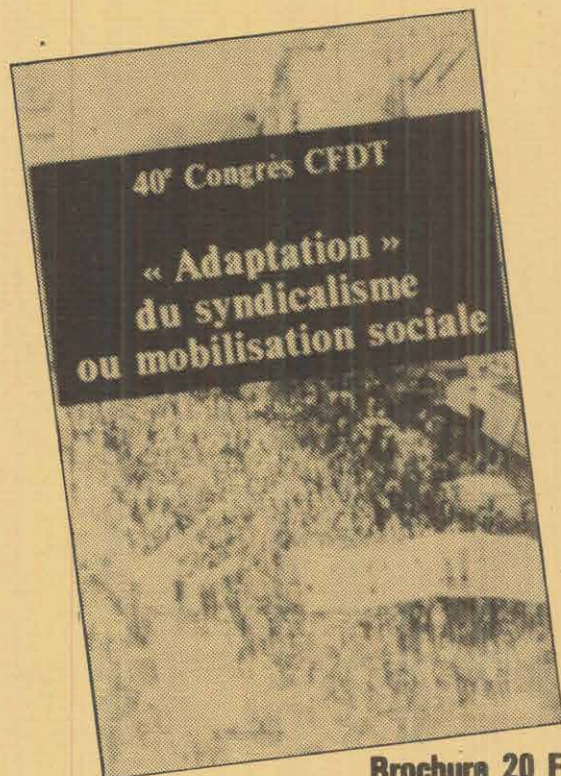
C'est au nom de la « démilitarisation de la culture » que Sartre, en 1962, en appelait à Kafka, c'est au nom d'un concept universel de la culture et de la maxime favorite de Marx *Nihil humani alienum puto* que Paul Reimann appelait les communistes à se réapproprier Kafka, à renoncer au manichéisme culturel d'essence stalinienne. Or que voyons-nous aujourd'hui ? Plus que jamais la culture est militarisée, la philosophie (à la Glucksmann, par exemple) sert sous les drapeaux et les banderoles de la guerre froide et il n'est pas rare de voir Kafka mobilisé sous les oriflammes de l'« antitotalitarisme ». De l'autre côté, le manichéisme culturel, la chasse aux sorcières, la fermeture des frontières aux courants d'idées et de culture continuent d'être politique d'Etat. Débarquant récemment au nouvel aéroport de Moscou avec *l'Amérique* dans ma valise, je ne pouvais échapper à un vague sentiment de malaise qui pourrait bien se nommer sentiment de la *faute* : « Il fallait qu'on ait calomnié Joseph K. : un matin, sans avoir rien fait de mal, il fut arrêté »...

18. *La Nouvelle Critique*, mars et avril 1963.

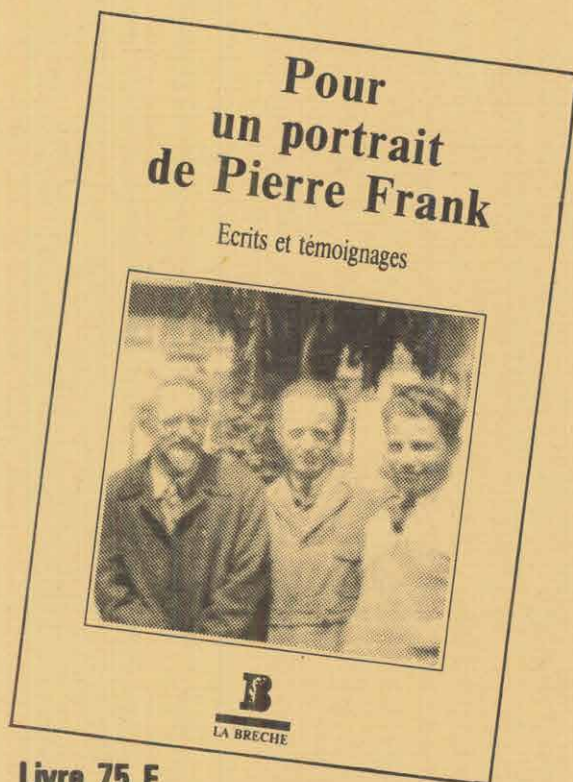
19. Ces informations sont empruntées à l'intéressant catalogue *le Siècle de Kafka*, publié à l'occasion de l'exposition Kafka du centre Georges-Pompidou (1984).

Toutes les informations biographiques concernant les participants au colloque de Liblice sont empruntées au volume *Kafka aus Prager Sicht* et datées de ce fait même (à l'exception de la note concernant Eduard Goldstücker).

Vient de paraître



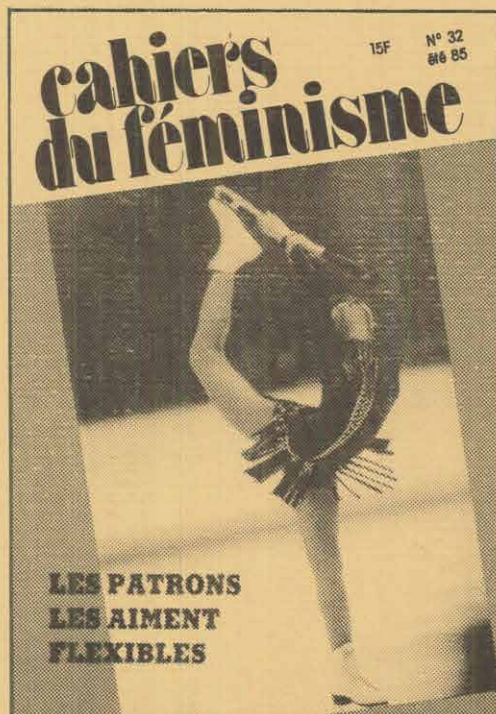
Brochure 20 F



Livre 75 F



Brochure 5 F



Critique Communiste

Revue mensuelle de la LCR éditée par la société PEC
Rédaction et administration : 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil
Tél : 859 00 80
Directeur de la publication : Christian Lamotte
Imprimerie Rotographie. ISSN 0298-2068. N° CP : 56 5511